



Avril 2023

Modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Commune de Soulac-sur-Mer (Gironde, 33)

Dossier de demande d'examen
au « cas par cas » ad hoc

Notice d'auto-évaluation (annexe 3)

BOISSY.
AVOCATS & ASSOCIÉS

UA64.
PARIS | BOISSY
URBANISTES & ASSOCIÉS

A21068



GEREA
Site Montesquieu
12 Allée Magendie
33650 MARTILLAC
Tél. 05.56.64.82.23
contact@gerea.fr
www.gerea.fr



Sommaire

A.	RENSEIGNEMENTS GENERAUX	3
A.1	Personne publique compétente et auteurs de l'étude	3
A.2	Document concerné et nature de la procédure	4
A.3	Fiche de synthèse de la commune concernée	4
B.	EVOLUTIONS INDUITES PAR LA MODIFICATION	5
C.	ETAT INITIAL ET EVALUATION DES INCIDENCES DE LA PROCEDURE SUR L'ENVIRONNEMENT	9
C.1	Analyse synthétique de l'état initial de l'environnement	9
C.1.1	Structure générale du territoire communal	9
C.1.2	Inventaire et protection du patrimoine naturel et des paysages	11
C.1.3	Risques naturels et technologiques	18
C.1.4	Réseaux	24
C.1.5	Nuisances	26
C.1.6	Analyse approfondie de l'état initial de l'environnement au droit du site de projet d'extension du centre de tir	27
C.2	Auto-évaluation : évaluation des incidences du projet de modification sur l'environnement	33
C.2.1	Modification du zonage 2AUd vers UD	33
C.2.2	Réduction de l'emplacement réservé n°19	34
C.2.3	Identification d'un emplacement réservé dédié à la création d'une piscine	36
D.	CONCLUSION	38

Cartes

Carte 1 :	Localisation de la commune de Soulac-sur-Mer.	5
Carte 2 :	Localisation des évolutions apportées au plan de zonage.	6
Carte 3 :	Extraits du plan de zonage en vigueur et positionnement des évolutions projetées.	8
Carte 4 :	Réseau hydrographique.	9
Carte 5 :	Structure générale de l'occupation du sol de Soulac-sur-Mer (Source : rapport de présentation du PLU en vigueur, METAPHORE, 2007).	10
Carte 6 :	Les sites Natura 2000.	12
Carte 7 :	Zonages de protection du patrimoine naturel (hors sites Natura 2000).	13
Carte 8 :	Zonages d'inventaire du patrimoine naturel.	14
Carte 9 :	Les monuments historiques et Site patrimonial remarquable.	15
Carte 10 :	Le patrimoine archéologique (Source : rapport de présentation du PLU en vigueur, METAPHORE, 2007).	16
Carte 11 :	Trame verte et bleue régionale.	17
Carte 12 :	Enveloppe territoriale des principales zones humides et zones à dominante humide du bassin Adour-Garonne.	18
Carte 13 :	Extrait du zonage du PPRI de la Pointe du Médoc	19
Carte 14 :	Aléa inondation par remontées de nappe.	20
Carte 15 :	Zonage du PPR d'avancée dunaire et de recul du trait de côte sur la commune de Soulac-sur-Mer	21
Carte 16 :	Aléa retrait-gonflement des argiles.	22
Carte 17 :	Risques technologiques.	23
Carte 18 :	Périmètres de protection de captages AEP.	26
Carte 19 :	Extrait du règlement graphique du PLU de Soulac-sur-Mer au niveau de l'Emplacement Réservé n°19 (à gauche) et schéma explicatif du projet fourni par le maître d'ouvrage (à droite)	34

A. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

A.1 Personne publique compétente et auteurs de l'étude

Collectivité

Commune de Soulac-sur-Mer
Monsieur le Maire : Xavier PINTAT
2 Rue de L'Hôtel de ville
33780 SOULAC-SUR-MER



Auteurs de l'étude



G É R É A

GEREA

Site Montesquieu
12 allée François Magendie
33650 MARTILLAC

☎ : 05.56.64.82.23

contact@gerea.fr

www.gerea.fr

Responsable de l'étude : Audrey GONAIN, chargée d'affaires et ingénieur écologue, Master 2 Biodiversité, Ecologie, Environnement spécialité « Aménagement des espaces ruraux et périurbanisation ».

Expert flore : Stephen LEROY, chargé d'affaires et botaniste, Master II en Ecologie spécialité « Gestion et Evolution de la Biodiversité ».

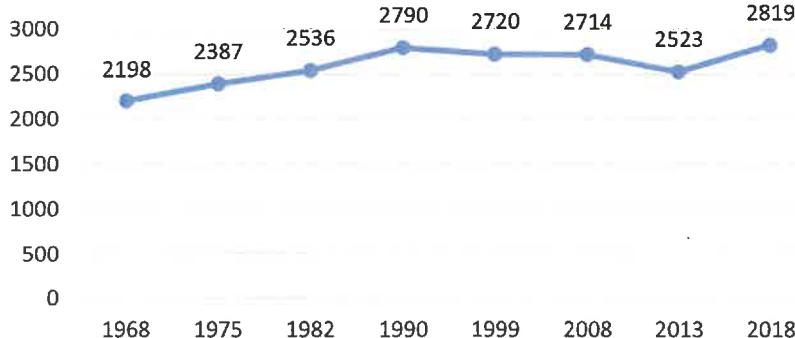
Expert faune : Gérald DUPUY, chargé d'études référent faune, BTSA en gestion et protection de la nature spécialité « Gestion des espaces naturels ».

A.2 Document concerné et nature de la procédure

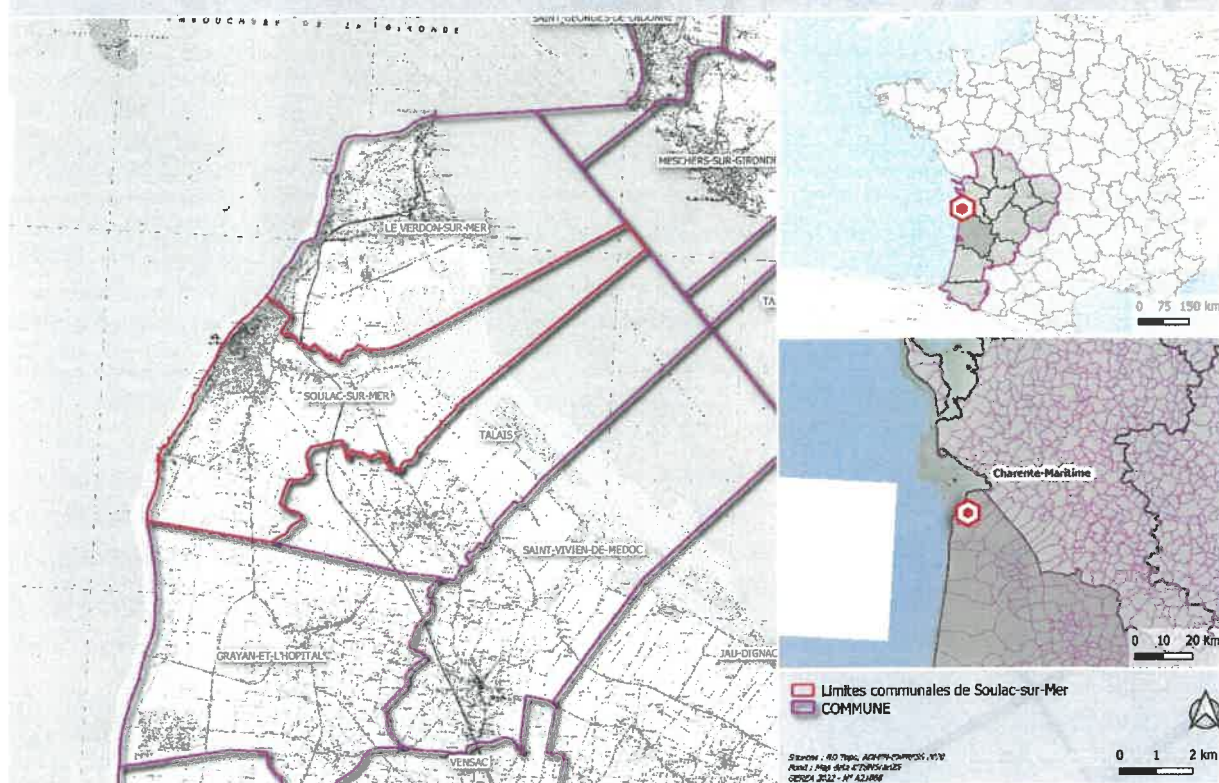
La Commune de Soulac-sur-Mer (Gironde, 33) dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21 mai 2007 puis modifié le 28 juin 2010 dans le cadre d'une procédure de modification n°1.

La commune de Soulac-sur-Mer a délibéré en faveur de l'engagement d'une procédure de modification n°2 du PLU dont les objets sont définis dans la délibération modificative du 14 novembre 2022.

A.3 Fiche de synthèse de la commune concernée

Commune	Soulac-sur-Mer (Gironde, 33)																		
Surface de la commune	2 889 ha																		
Nombre d'habitants concernés	2 819 (INSEE, 2018)																		
Evolution démographique	<p>Evolution de la population de Soulac-sur-Mer (Source: INSEE 1968 à 2018)</p>  <table border="1"> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>Population</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1968</td> <td>2198</td> </tr> <tr> <td>1975</td> <td>2387</td> </tr> <tr> <td>1982</td> <td>2536</td> </tr> <tr> <td>1990</td> <td>2790</td> </tr> <tr> <td>1999</td> <td>2720</td> </tr> <tr> <td>2008</td> <td>2714</td> </tr> <tr> <td>2013</td> <td>2523</td> </tr> <tr> <td>2018</td> <td>2819</td> </tr> </tbody> </table> <p>Après avoir connu une croissance, bien que relativement peu soutenue, jusqu'au début des années 1990, la commune voit depuis sa population rester relativement constante malgré une baisse importante entre 2008 et 2013. Ainsi, Soulac-sur-Mer accueille 2 819 habitants en 2018, soit quasiment la même population qu'en 1990 (2 790 habitants).</p>	Année	Population	1968	2198	1975	2387	1982	2536	1990	2790	1999	2720	2008	2714	2013	2523	2018	2819
Année	Population																		
1968	2198																		
1975	2387																		
1982	2536																		
1990	2790																		
1999	2720																		
2008	2714																		
2013	2523																		
2018	2819																		
Contexte de planification	<p>SCoT : SCoT Médoc Atlantique (en élaboration afin de se substituer aux SCoT de la Pointe du Médoc et des Lacs Médocains)</p> <p>SDAGE : SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 approuvé</p> <p>SAGE : SAGE Nappes profondes de Gironde et SAGE Estuaire de la Gironde et milieux associés.</p> <p>PNR : Parc Naturel Régional du Médoc.</p> <p>PCAET : PCAET de la CC Médoc Atlantique en cours d'élaboration (diagnostic qualité de l'air réalisé par ATMO Nouvelle-Aquitaine)</p>																		

Localisation de la commune



Carte 1 : Localisation de la commune de Soulac-sur-Mer.

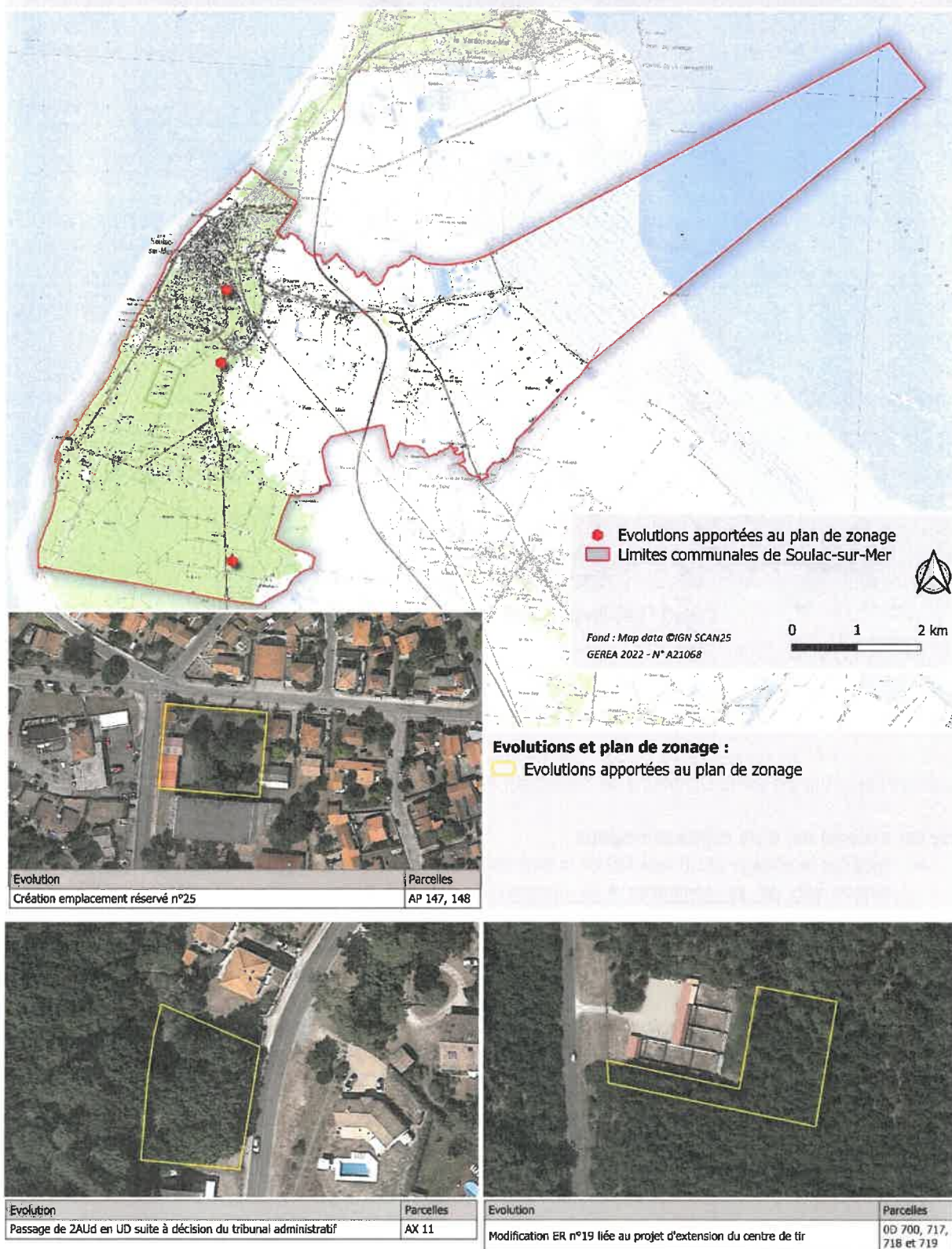
B. EVOLUTIONS INDUITES PAR LA MODIFICATION

La procédure engagée par la Commune de Soulac-sur-Mer est une **modification**.

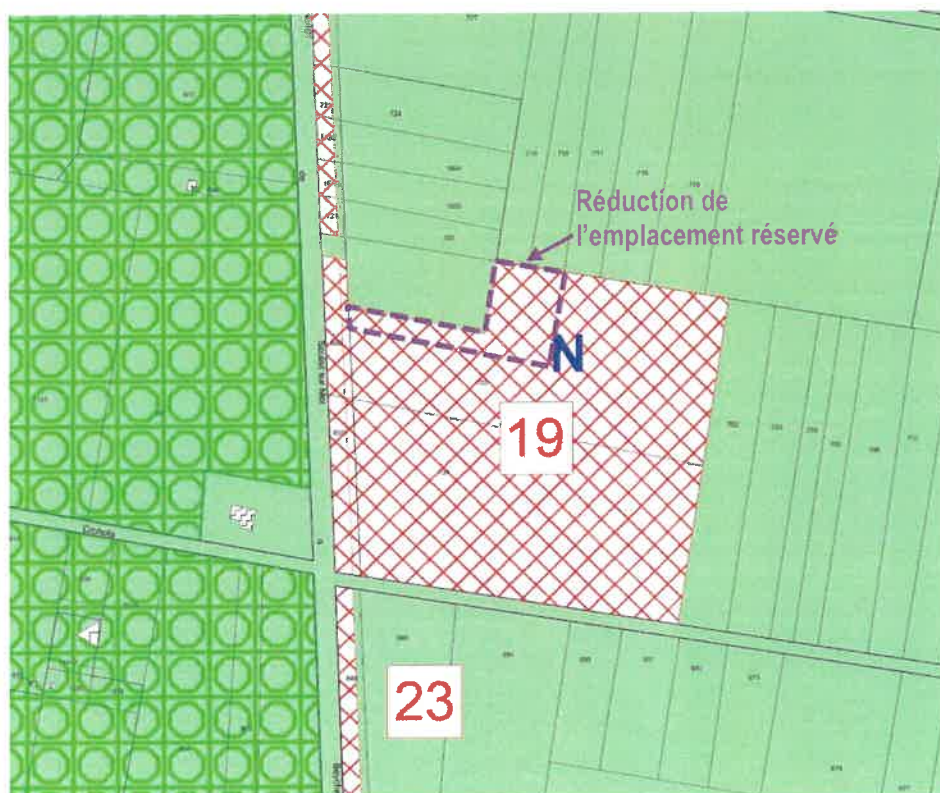
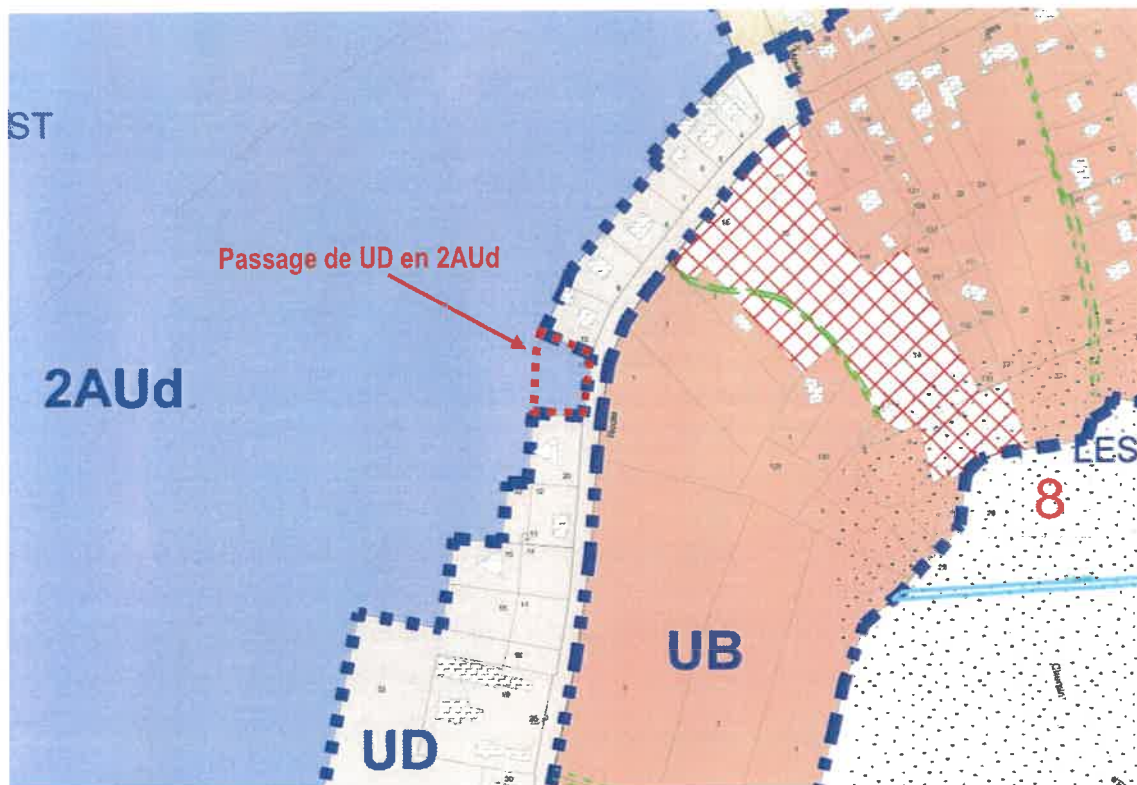
Elle est motivée par trois objets principaux :

- Modifier le zonage 2AUd vers UD de la parcelle AX11 située 37 route des Lacs, lieu-dit « Les Cousteaux Sud », afin de se conformer à la décision du Tribunal Administratif de Bordeaux du 30/12/2020 n°1900483-6 ;
- Réduire l'emplacement réservé n°19 destiné à l'accueil d'une déchetterie en vue de permettre l'extension du Centre de tir pour la création d'un pas de tir à 100 mètres à la demande la Gendarmerie Nationale utilisatrice du centre ;
- Créer un nouvel emplacement réservé au niveau des parcelles cadastrées section AP n°147 et 148 actuellement classées en zone UAb en vue de permettre l'accueil d'une piscine municipale.

Localisation des évolutions apportées au plan de zonage



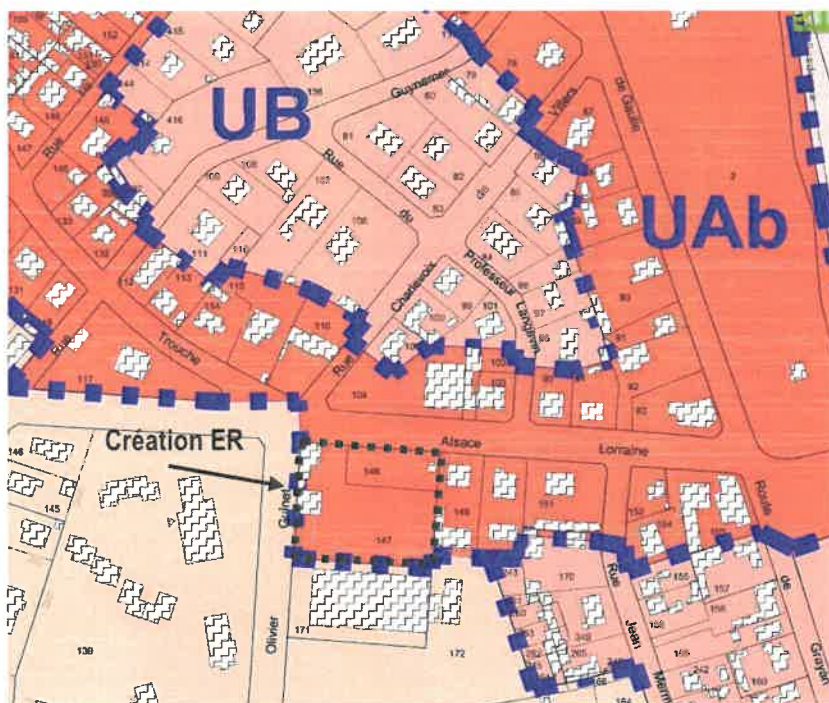
Carte 2 : Localisation des évolutions apportées au plan de zonage.



Emplacement réservé



Espace boisé classé à conserver ou à créer
article L. 130 -1 du code de l'Urbanisme



Carte 3 : Extraits du plan de zonage en vigueur et positionnement des évolutions projetées.

C. ETAT INITIAL ET EVALUATION DES INCIDENCES DE LA PROCEDURE SUR L'ENVIRONNEMENT

C.1 Analyse synthétique de l'état initial de l'environnement

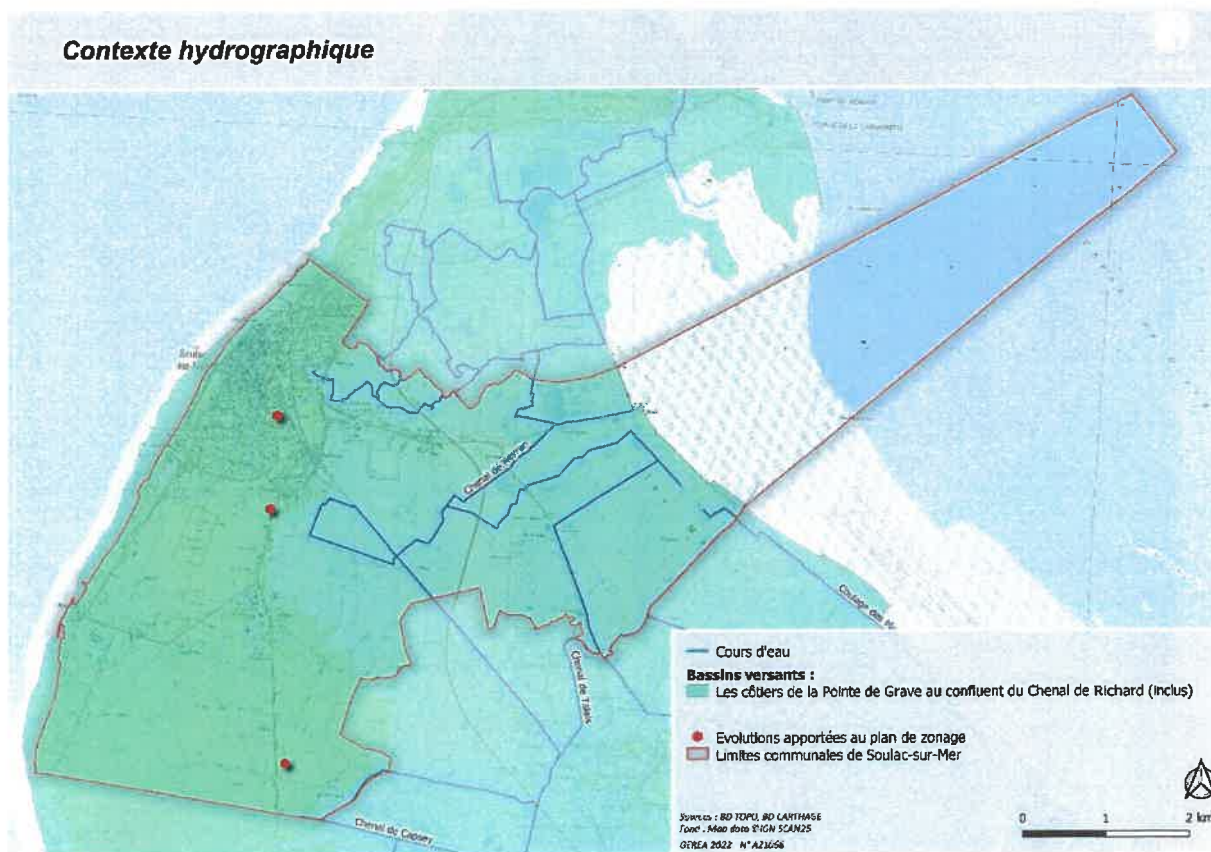
C.1.1 Structure générale du territoire communal

La commune de Soulac-sur-Mer est positionnée à moins de 100 km au Nord-Ouest de Bordeaux. Rattachée à la Communauté de communes Médoc Atlantique, elle est entourée par les communes du Verdon-sur-Mer au Nord, Talais au Sud-Est et Grayan-et-l'Hôpital au Sud.

La particularité géomorphologique liée à la double façade du territoire soulacais, atlantique et estuarienne, a conduit à la juxtaposition de biotopes différents : la zone dunaire, la pinède mixte, les prairies humides des Palus et des Mattes, les vasières de l'estuaire.

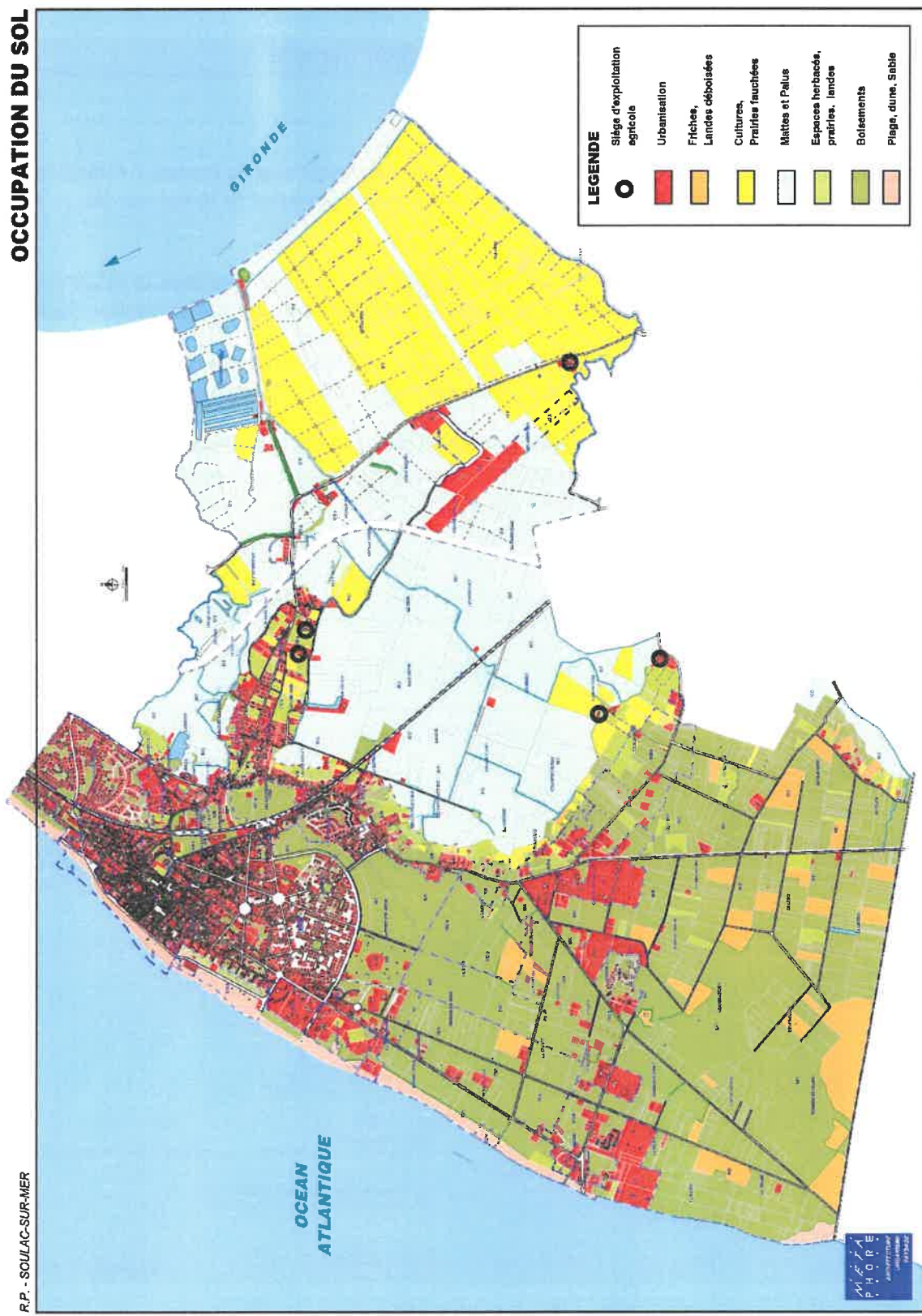
C'est dans l'effet de « mosaïque » environnementale et de complémentarité fonctionnelle que résident l'originalité et le grand intérêt de cet ensemble naturel. Tous ces milieux sont en interaction et dépendants les uns des autres.

Le réseau hydrographique est essentiellement développé à l'Est dans le secteur des Palus et des Mattes ; il est constitué d'un quadrillage de passes et chenaux destinés à l'évacuation des eaux des bassins-versants amonts. L'évacuation des eaux continentales repose sur des dispositifs hydrauliques : écluses, vannages, placés sur les chenaux.



Carte 4 : Réseau hydrographique.

OCCUPATION DU SOL



Carte 5 : Structure générale de l'occupation du sol de Soulac-sur-Mer (Source : rapport de présentation du PLU en vigueur, METAPHORE, 2007).

C.1.2 Inventaire et protection du patrimoine naturel et des paysages

C.1.2.1 Les zonages de protection du patrimoine naturel

Le territoire communal n'est concerné par la présence d'**aucun espace protégé selon le Code de l'environnement** (Arrêté préfectoral de Protection de Biotope, Réserve Naturelle Nationale ou Régionale, Réserve Biologique, Parc National, ...).

En matière de protections foncières, le territoire communal est concerné par **deux sites (ou terrains) gérés par le Conservatoire du Littoral**. S'il n'est directement concerné par **aucun Espace Naturel Sensible (ENS)** géré par le Conseil Départemental de la Gironde, diverses **Zones de Prémption des Espaces Naturels Sensibles (ZPENS)** sont présentes sur la commune

En revanche, le territoire communal n'est directement concerné par **aucun site (ou terrain) géré par le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN)**.

La commune de Soulac-sur-Mer est par ailleurs concernée par trois types de protections contractuelles, **quatre sites Natura 2000, un Parc Naturel Marin ainsi qu'un Parc Naturel Régional**. Aucune autre protection contractuelle telle qu'une réserve de biosphère ou une zone humide RAMSAR n'est recensée sur le territoire communal.

C.1.2.1.1 Protection par maîtrise foncière

La commune de Soulac-sur-Mer dispose de **deux sites (ou terrains) gérés par le Conservatoire du Littoral** couvrant environ 9,46 % de la surface communale :

- Le site « **Dunes de l'Amélie** » (FR1100109), observé à l'Ouest du territoire ;
- Le site « **Les Mattes de Paladon** » (FR1100632), observé à l'Est du territoire.

L'Ouest du territoire est également occupé par les **ZPENS associées aux dunes littorales de Soulac**.

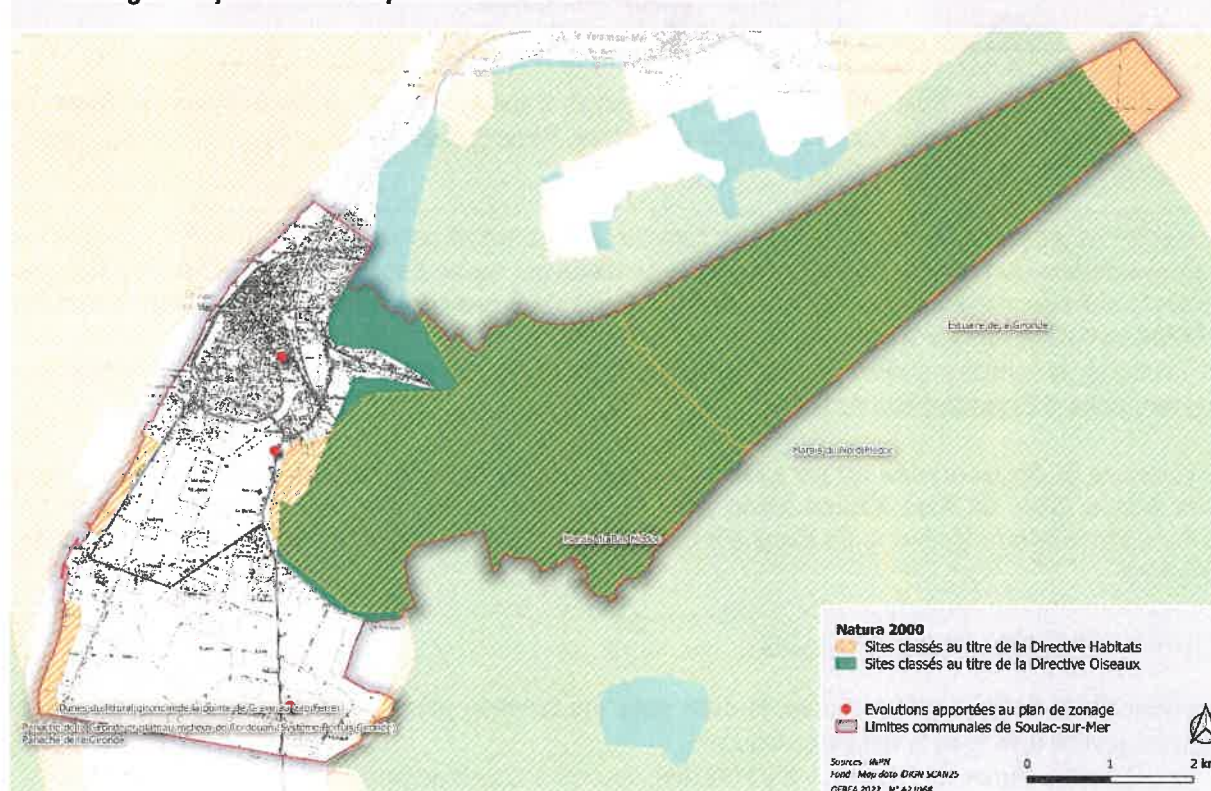
C.1.2.1.2 Les sites Natura 2000

La commune de Soulac-sur-Mer dispose de trois sites Natura 2000 inscrits au titre de la Directive « Habitats » couvrant 62 % de la surface communale :

- La **Zone Spéciale de Conservation (ZSC) associée aux « Dunes du Littoral girondin de la Pointe de Grave au Cap-Ferret »** (FR7200678) observée à l'Ouest du territoire ;
- La **ZSC associée à « l'Estuaire de la Gironde »** (FR7200677) observée à l'Est du territoire (sur la zone estuarienne) et en bordure Ouest ;
- La **ZSC associée aux « Marais du Bas-Médoc »** (FR7200680) observée à l'Est du territoire.

Elle dispose également d'un site Natura 2000 inscrit au titre de la Directive « Oiseaux » et couvrant 58 % de la surface communale, la **Zone de Protection Spéciale (ZPS) associée au « Marais du Nord-Médoc »** (FR7210065) observée à l'Est de la commune.

Zonages de protection du patrimoine naturel - Natura 2000



Carte 6 : Les sites Natura 2000.

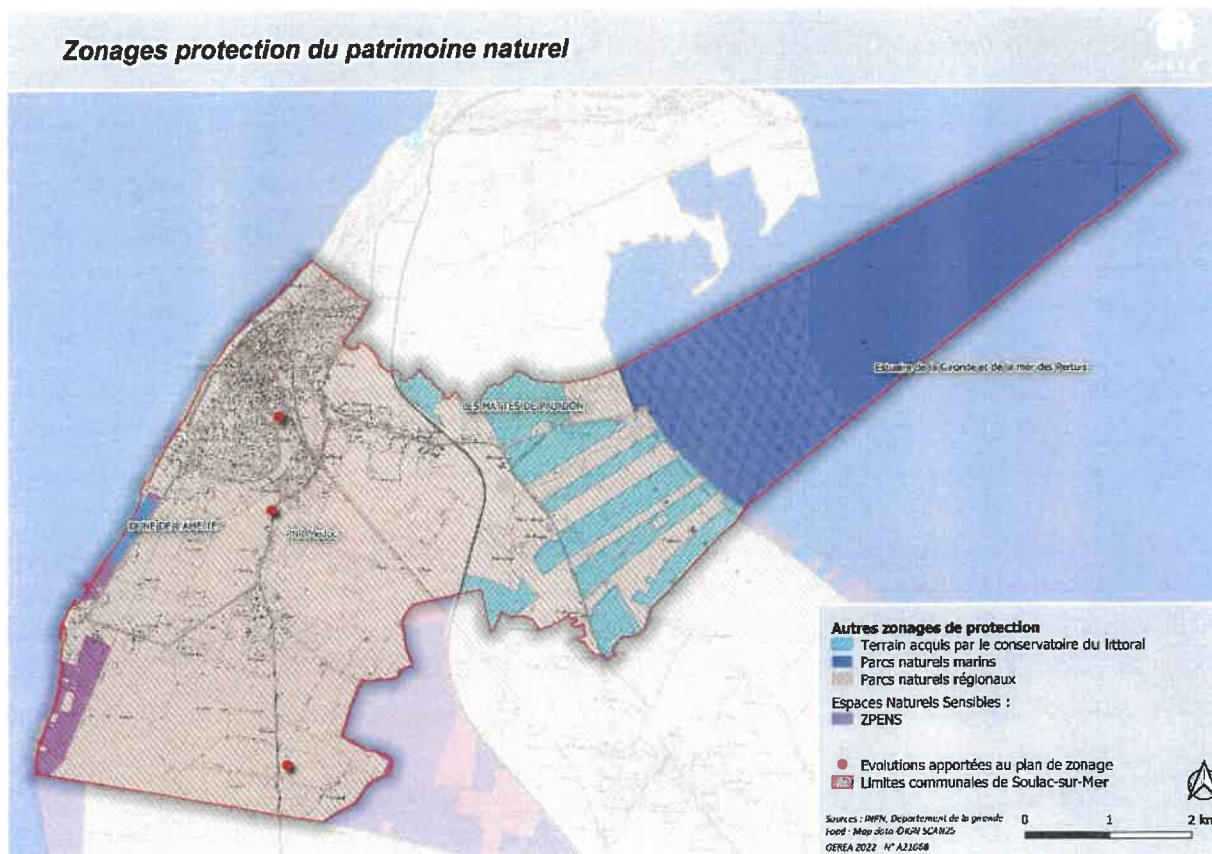
C.1.2.1.3 Le Parc Naturel Marin de l'Estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis

Le **Parc Naturel Marin de l'Estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis (FR9100007)** occupe la partie estuarienne de la commune à l'Est ainsi qu'en bordure Ouest de celle-ci. Ce parc de 6 500 km² créé par décret le 15 avril 2015 s'étend sur plus de 1 000 km le long de la côte atlantique. Il s'agit d'un outil de gestion et de préservation dédié à la mer. Il a pour ambition de contribuer à l'atteinte de 3 objectifs (la connaissance du milieu marin, la protection du milieu marin et le développement durable des activités liées à la mer) à l'aide d'un plan de gestion qui définit le cadre d'actions du Parc pour la période 2018-2033. La conciliation entre la préservation de la biodiversité et le développement durable des activités est au cœur de l'action du Parc.

C.1.2.1.4 Le Parc Naturel Régional du Médoc

Le territoire de Soulac-sur-Mer fait partie intégrante du **Parc Naturel Régional du Médoc** qui a vu le jour après la signature du décret de classement le 24 mai 2019 et publié le 26 mai 2019 au Journal Officiel.

Ce 54^{ème} PNR de France est composé de 51 communes regroupées à travers les 4 communautés de communes médocaines : Médoc Atlantique, Médoc Cœur de Presqu'île, Médullienne et Médoc Estuaire, et accueille près de 102 000 habitants.



Carte 7 : Zonages de protection du patrimoine naturel (hors sites Natura 2000).

C.1.2.2 Les zonages d'inventaire du patrimoine naturel

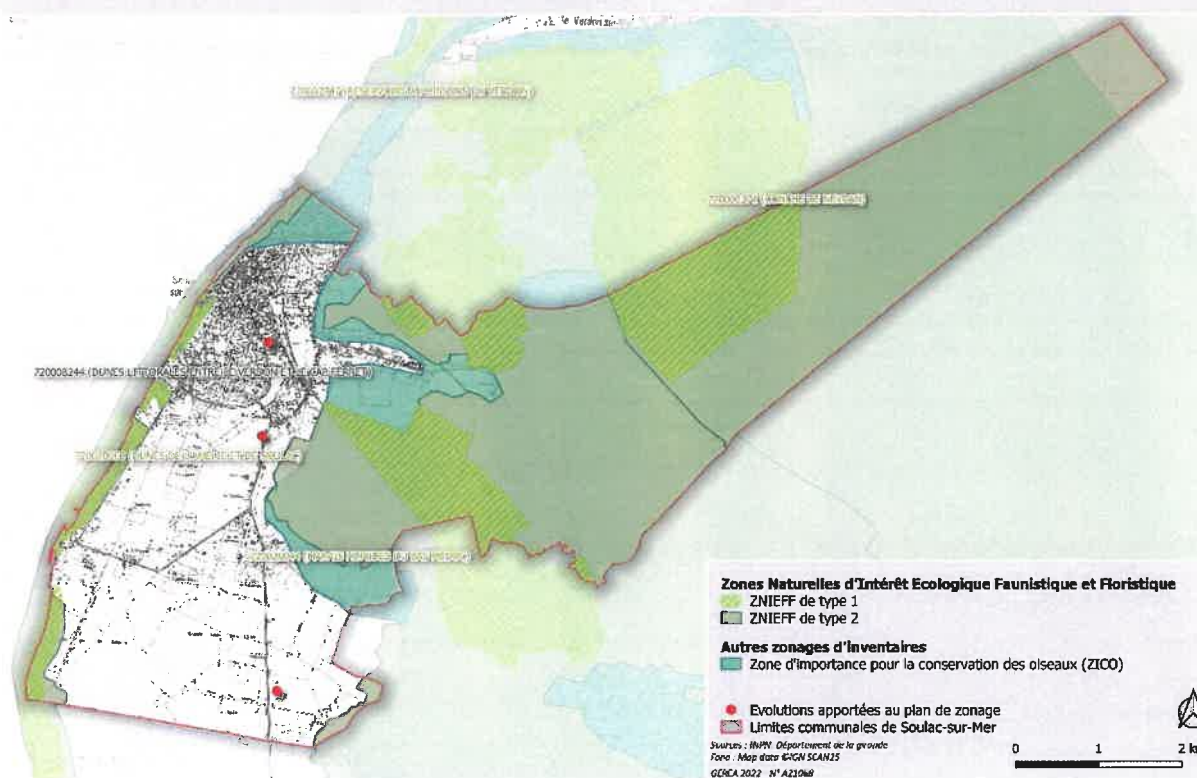
Le territoire communal est **directement concerné** par la présence de Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF).

- Les **ZNIEFF de type 1** suivantes couvrent 12,9% de la surface communale :
 - n°720020044 « Marais humides du Bas Médoc », au Nord et Sud de la commune ;
 - n°720002371 « Conche de Neyran », sur la partie estuarienne à l'Est du territoire ;
 - n°720020008 « Dunes de l'Amélie et de Soulac », le long de la limite communale Ouest.
- Les **ZNIEFF de type 2** suivantes couvrent 58,1% de la surface communale :
 - n°720002378 « Marais du Bas-Médoc », à l'Est du territoire ;
 - n°720013624 « Estuaire de la Gironde » sur la partie estuarienne à l'Est de la commune ;
 - n°720008244 « Dunes Littorales entre Le Verdon et le Cap-Ferret » le long de la limite communale Ouest.

Le territoire communal est également concerné par la présence de Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (**ZICO**) qui couvrent environ 60,1 % de la surface communale :

- n°00160 « Estuaire de la Gironde : marais du Nord Médoc dont marais du Conseiller », sur la moitié Est de la commune ;
- n°00139 « Pointe de Grave et marais du Logit », au Nord-Ouest du territoire.

Zonages d'inventaires du patrimoine naturel



Carte 8 : Zonages d'inventaire du patrimoine naturel.

Vis-à-vis des trois secteurs faisait l'objet d'une évolution du plan de zonage dans le cadre de cette procédure, aucun autre zonage que celui associé au PNR Médoc n'est à signaler.

C.1.2.3 Les zonages d'inventaire et de protection du patrimoine architectural, des sites et paysages

La commune de Soulac-sur-Mer ne dispose d'aucun site classé ou site inscrit au titre du Code de l'environnement sur son territoire. Néanmoins, le territoire communal est directement concerné par la présence d'un **monument historique inscrit** (et périmètre de protection associé) : **Eglise Notre-Dame de la Fin des Terres** (arrêté du 20/07/1891). De même, un **Site Patrimonial Remarquable (SPR)**, correspondant au centre-bourg de la commune, a été institué sur la commune. Il vise à préserver et mettre en valeur l'architecture balnéaire du territoire.

En matière de patrimoine archéologique, selon le Service Régional de l'Archéologie de la DRAC Nouvelle Aquitaine, la commune de Soulac-sur-Mer présente **deux zones à risques archéologiques bénéficiant d'une zone de protection** :

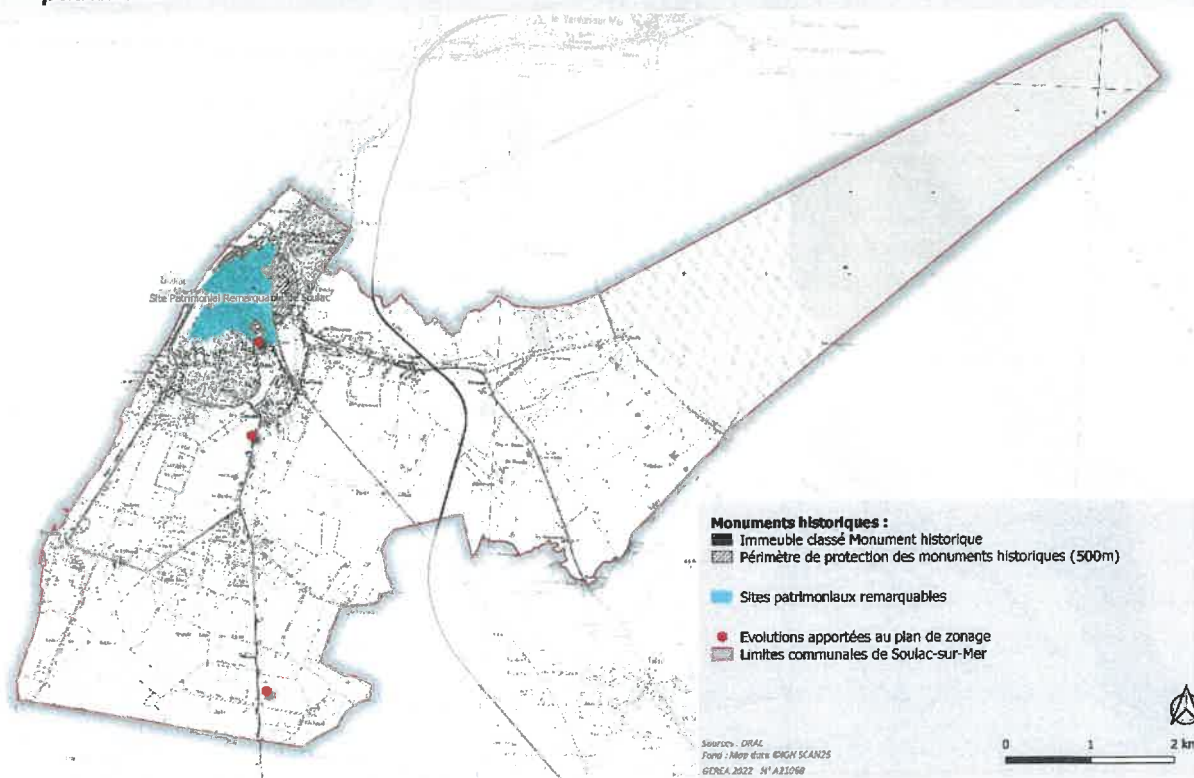
- Zone 1 : Bande côtière ; Occupations mésolithique, antiquité ;
- Zone 2 : Eglise Notre-Dame de la Fin des Terres et abords ; Occupation antiquité, époque moderne.

Deux sites s'avèrent non localisés :

- Le tertre (Prairies de la Motte), possible motte cadastrale médiévale,
- Ancienne paroisse et église St Pierre de Lilian.

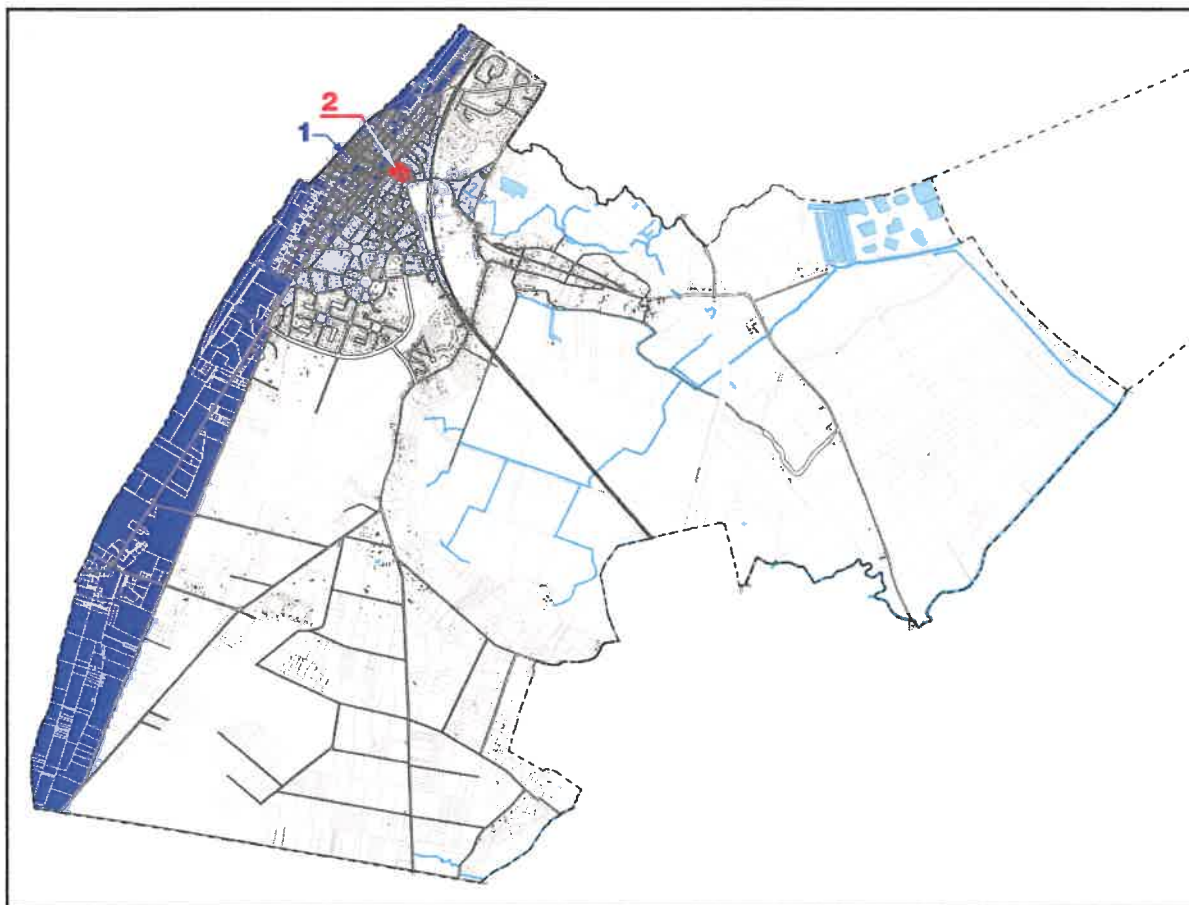
Les risques de découverte fortuite de vestiges archéologiques s'avèrent ainsi importants sur le territoire de Soulac-sur-Mer.

Zonages d'inventaire et de protection des sites, du paysage et du patrimoine



Carte 9 : Les monuments historiques et Site patrimonial remarquable.

Vis-à-vis des trois secteurs faisait l'objet d'une évolution du plan de zonage dans le cadre de cette procédure, seules les parcelles vouées à accueillir à un nouvel emplacement réservé (projet de piscine) sont directement concernées par la présence d'un zonage d'inventaire ou de protection du patrimoine architectural ou paysager : les parcelles sont positionnées à l'intérieur du périmètre du SPR.



LEGENDE :



Zone à risques archéologiques 1 : Bande cotière
(Occupation dense de la préhistoire à l'Antiquité)



Zone à risques archéologiques 2 : Eglise Notre-Dame de la Fin des Terres

Carte 10 : Le patrimoine archéologique (Source : rapport de présentation du PLU en vigueur, METAPHORE, 2007).

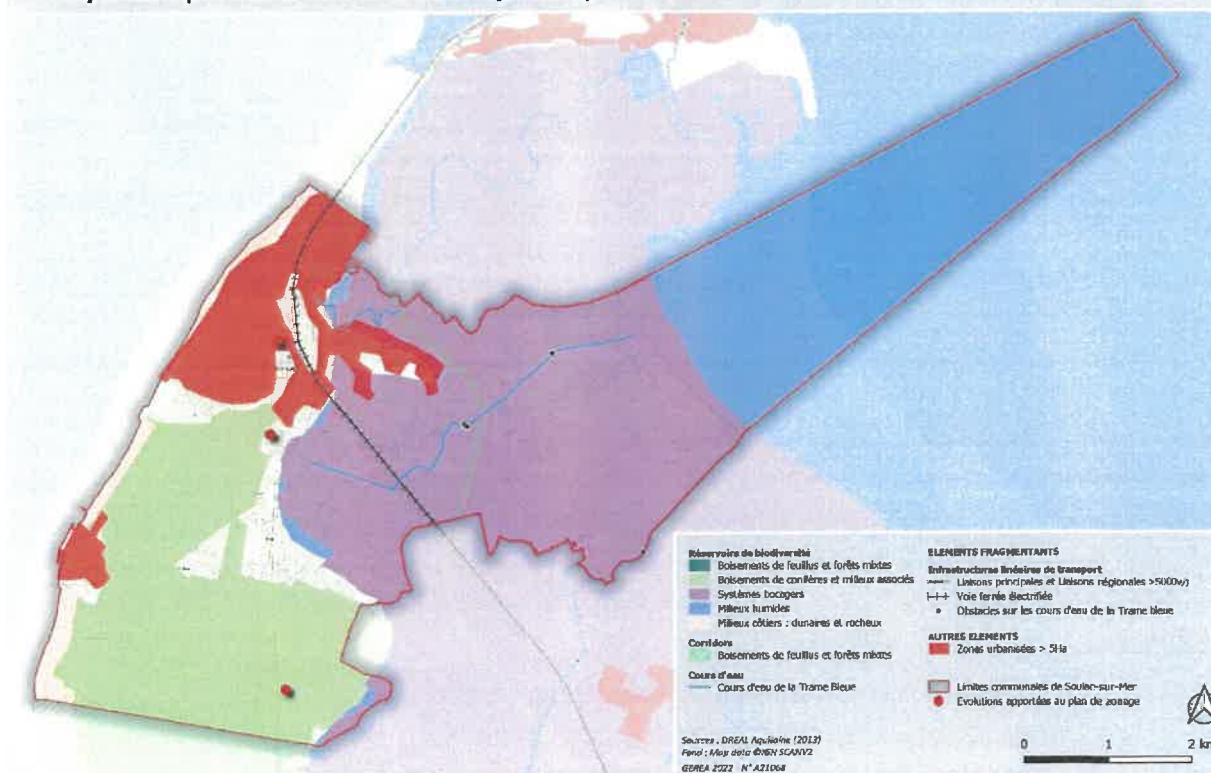
C.1.2.4 Les trames vertes et bleues

A l'échelle régionale, l'atlas cartographique du SRADDET Nouvelle-Aquitaine fait apparaître plusieurs éléments à prendre en considération sur le territoire communal :

- le Chenal de Neyran, le Chenal de Talais et le Chenal du Conseiller, cours d'eau participant à la trame bleue régionale ;
- les réservoirs de biodiversité associés aux Dunes du littoral girondin, aux Marais du Bas-Médoc ainsi qu'au Massif des Landes de Gascogne.

Concernant le SCoT Médoc Atlantique, celui-ci est actuellement en élaboration à l'échelle de la nouvelle Communauté de Communes regroupant deux anciens EPCI : la communauté de commune Lacs Médocains et la communauté de communes de la Pointe du Médoc. Cette dernière, qui intégrait la commune de Soulac-sur-Mer, avait élaboré un SCoT en 2010 au sein duquel aucune trame verte et bleue n'avait été définie, ce qui est le cas également dans le rapport de présentation du PLU de Soulac-sur-Mer approuvé en 2007.

TRAME VERTE ET BLEUE - Cartographie des composantes en Nouvelle-Aquitaine (données de l'ex-SRCE Aquitaine)



Carte 11 : Trame verte et bleue régionale.

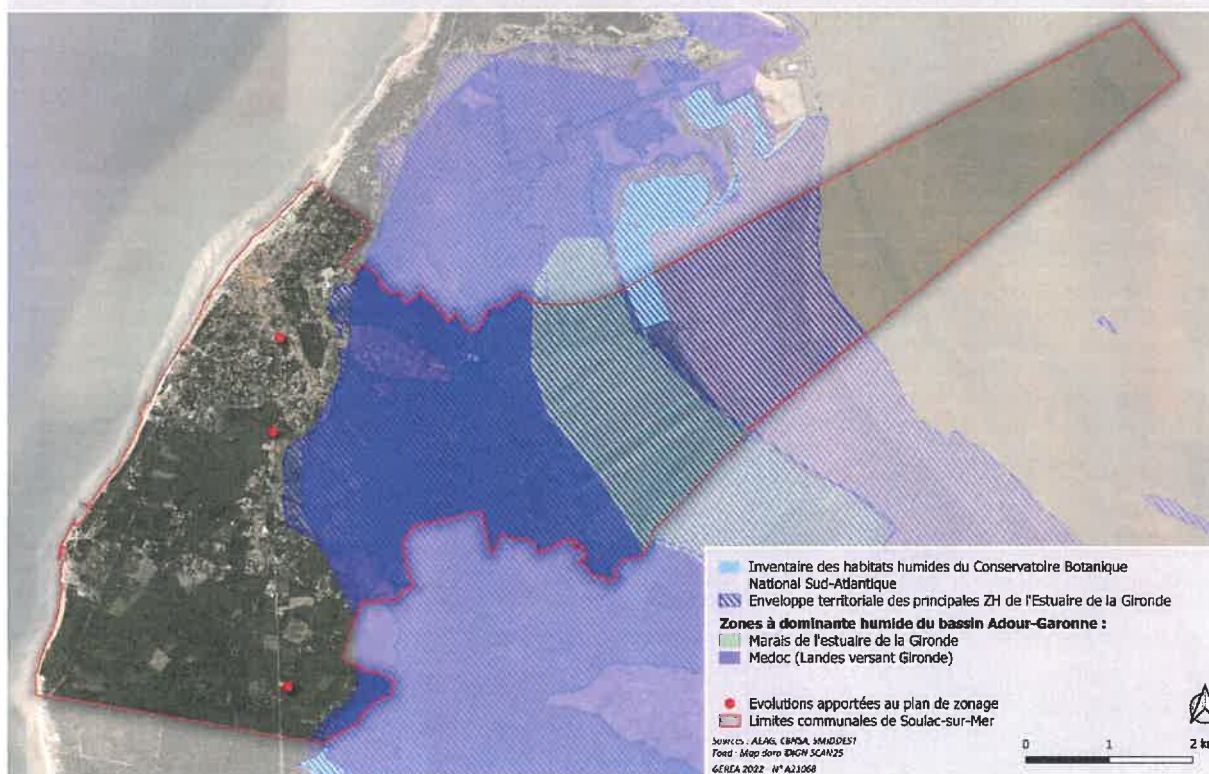
C.1.2.5 Focus sur les zones humides

La position géographique de la commune en liaison étroite avec l'estuaire de la Garonne la rend très favorable au développement de zones humides. Ainsi, dans le cadre du SAGE Estuaire de la Gironde, le SMIDDEST a réalisé une cartographie de l'enveloppe territoriale des principales zones humides. Cette enveloppe est le fruit de plusieurs études et d'une large concertation avec les acteurs du territoire. Elle est un outil d'information et de vigilance pour les acteurs du territoire sur les principales zones humides.

Ainsi, l'Est du territoire communal est recouvert de ces zones humides, ce qui ne signifie pas pour autant que le reste du territoire n'est pas concerné par la présence de zones humides (l'enveloppe définie n'est pas suffisante pour délimiter les zones humides au sens de l'article L214-7-1 du code de l'environnement). A noter également la présence de zones humides avérées délimitées par le Conservation Botanique National Sud-Atlantique (CBNSA) côté estuaire.

Comme l'atteste la cartographie qui suit, aucun des trois secteurs faisant l'objet d'une évolution du plan de zonage lors de cette procédure ne s'avère directement concerné par la présence de ces zones humides avérées ou potentielles connues sur le territoire communal.

Zones Humides



Carte 12 : Enveloppe territoriale des principales zones humides et zones à dominante humide du bassin Adour-Garonne.

C.1.3 Risques naturels et technologiques

Vis-à-vis des risques naturels et technologiques, la commune de Soulac-sur-Mer est directement concernée par :

- **Risque inondation par débordement de cours d'eau ;**
- **Risque inondation par remontées de nappes phréatiques ;**
- **Risque d'avancée dunaire et de recul du trait de côte ;**
- **Aléa mouvements de terrain lié aux phénomènes de retrait-gonflement des argiles ;**
- Risque feux de forêt de niveau faible (absence de PPRIF en vigueur sur le territoire) ;
- Risque tempête, répertorié au niveau départemental ;
- Risque sismique : commune répertoriée au sein de la zone de sismique 2 (faible) ;
- Risque radon de catégorie 2 sur l'ensemble de la commune ;
- **Risque industriel.**

Les risques en gras sont détaillés ci-dessous.

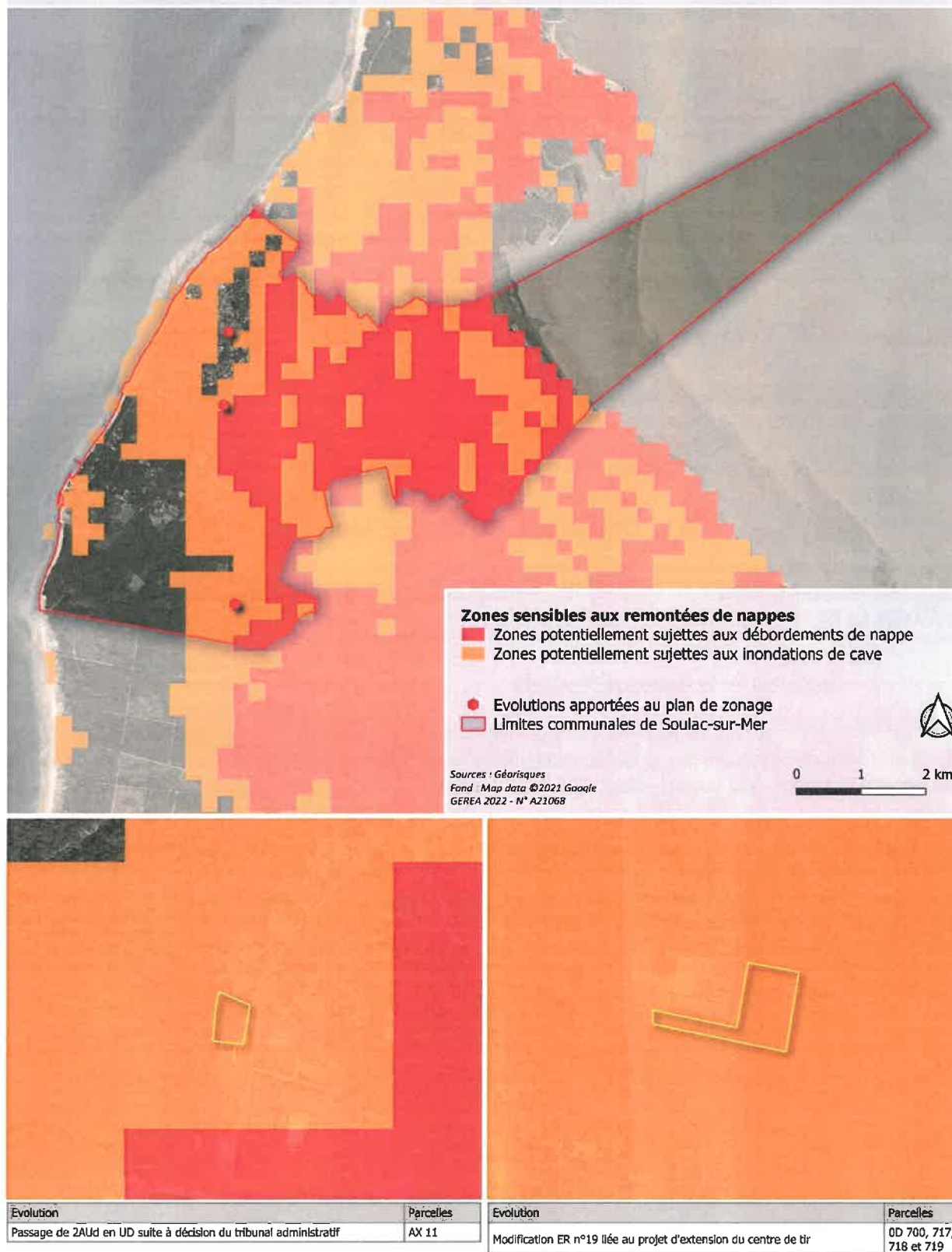
C.1.3.1 Inondations

➤ Par débordement de cours d'eau

L'Estuaire de la Gironde, qui occupe l'Est de la commune, fait l'objet d'un Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI) approuvé le 25 octobre 2002. Ainsi, toute la moitié Est du territoire est concernés par un zonage réglementaire du PPRI :

- Soit en **zone jaune** : secteurs protégés mais dominés par la crue de référence centennale, dont l'aléa inondation dépend de la fiabilité des ouvrages de protection. Le développement n'y est pas interdit, seulement réglementé ;

Aléa inondation remontées de nappes



Carte 14 : Aléa inondation par remontées de nappe.

C.1.3.2 Mouvements de terrain

➤ Par avancée dunaire et recul du trait de côte

La commune est également concernée par l'application du Plan de Prévention des Risques d'avancée dunaire et de recul du trait de côte, approuvé le 24 juin 2004. Celui-ci concerne l'ensemble de la côte littorale à l'Ouest de la commune. On retrouve une zone rouge sur l'ensemble du trait de côte, correspondant à une zone d'inconstructibilité, ainsi qu'une zone bleu clair « sous réserve d'entretien de l'ouvrage » au nord, correspondant au centre urbain de la commune protégé par un ouvrage et donc constructible sous condition.

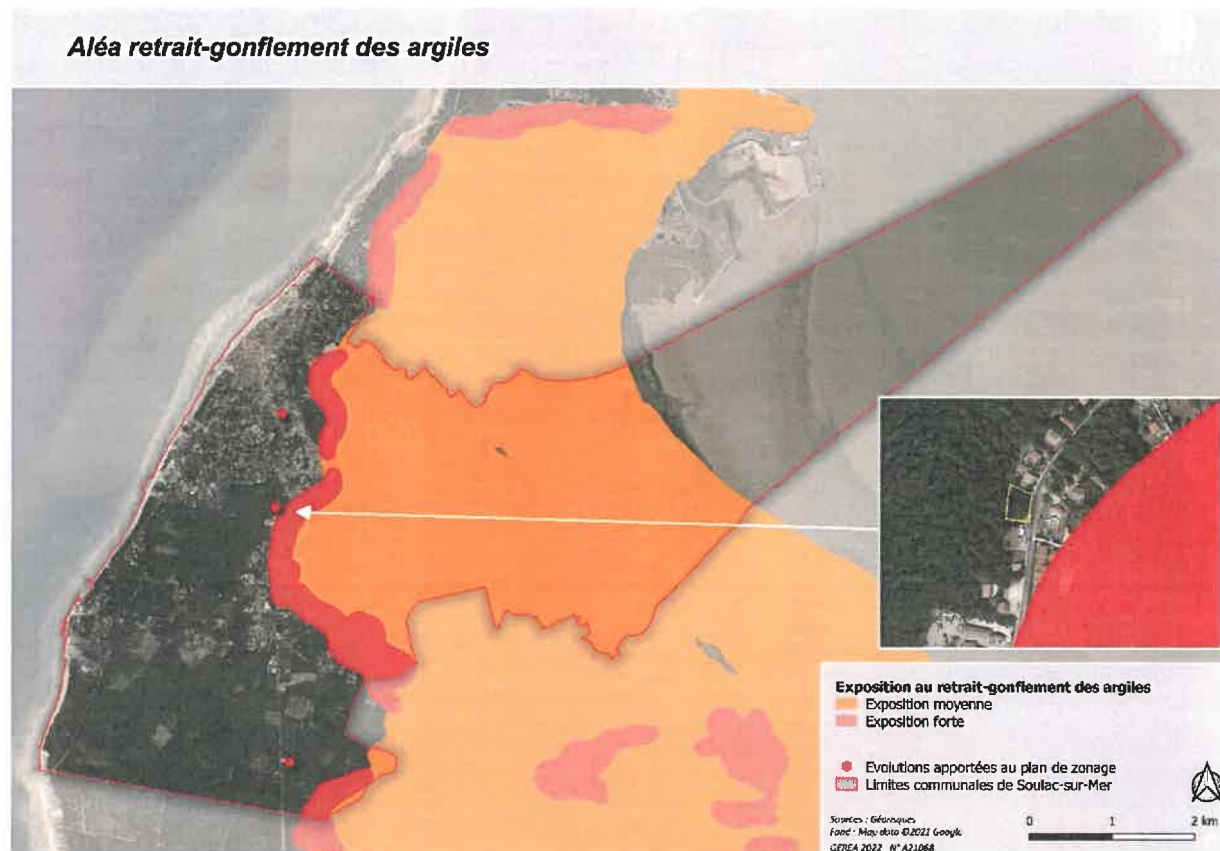


Carte 15 : Zonage du PPR d'avancée dunaire et de recul du trait de côte sur la commune de Soulac-sur-Mer

Aucun site traité dans le cadre de cette procédure de modification ne s'avère directement concerné par ce risque naturel.

➤ Par retrait-gonflement des argiles

La commune de Soulac-sur-Mer est exposée au risque naturel majeur « Retrait – Gonflement des argiles ». Elle est soumise à un **aléa moyen à fort** sur la moitié Est du territoire.



Carte 16 : Aléa retrait-gonflement des argiles.

Aucun site faisant l'objet d'une évolution du plan de zonage ne s'avère directement concerné par ce type de risque naturel.

C.1.3.3 Risques industriels

➤ Installations classées

4 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sont identifiées sur le territoire communal, toutes soumises au régime de la déclaration :

- « NAUD Guy » : établissement dont l'activité principale est le stockage et le traitement de déchets inertes ;
- « MAIRIE – Soulac » : qui correspond à la zone d'activité « La Palue de Bert Est » ;
- « MAIRIE – Soulac (Décharge) » : qui correspond à l'ancienne décharge communale (voir ci-dessous) ;
- « SOBAMAT (ex VOLUZAN Michel) » : établissement de transport routier qui n'est plus en activité.

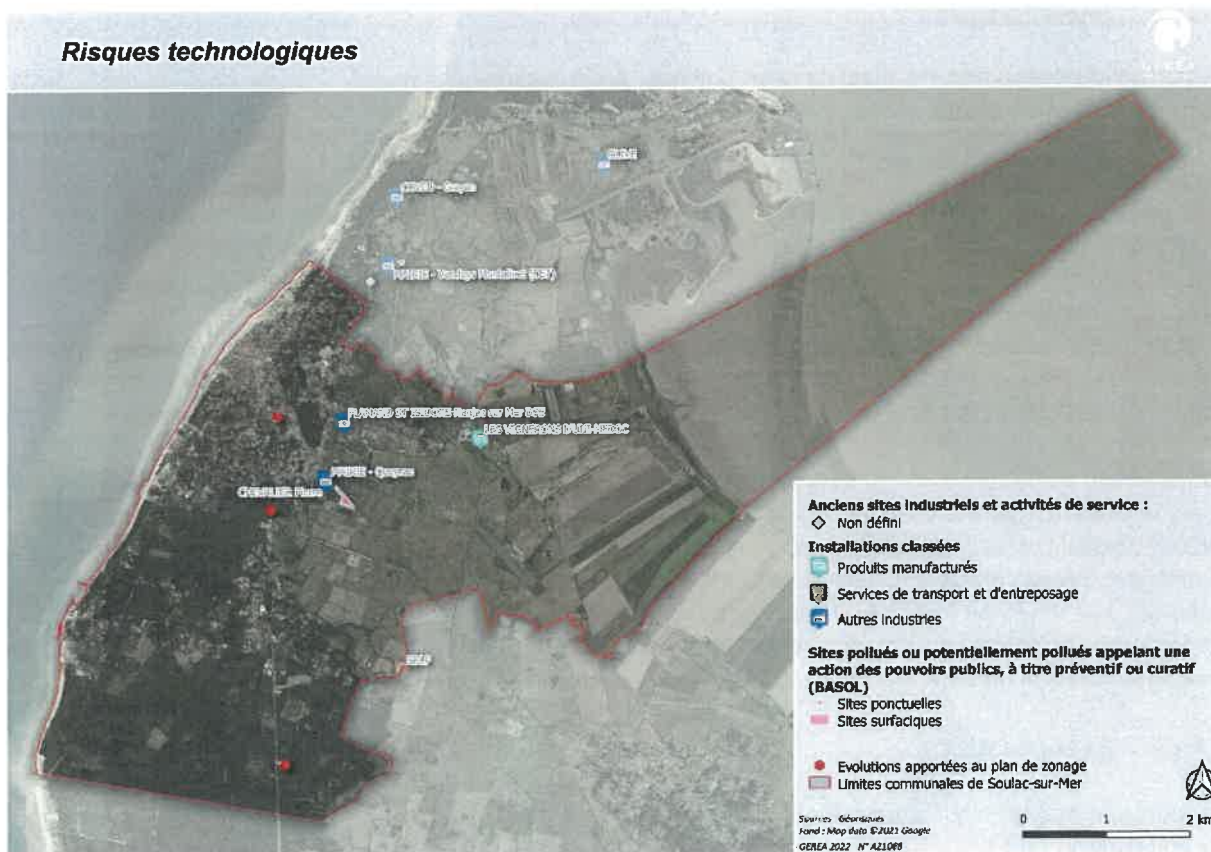
➤ Sites et sols pollués ou potentiellement pollués

Trois sites (potentiellement) pollués sont recensés dans la base de données BASOL du BRGM sur le territoire communal de Soulac-sur-Mer. Il s'agit des sites suivants :

- Ancienne décharge d'ordures manèges « les Cousteaux » située Chemin de la Nève et exploitée de 1970 jusqu'en 1993 par la commune.
- Site de l'entreprise « NAUD Guy » précédemment citée au titre des ICPE.
- Ancienne usine à gaz située sur le Boulevard d'Alsace Lorraine. Ce site a été considéré comme présentant une sensibilité vis-à-vis de l'homme, des eaux souterraines et superficielles faible. Actuellement, le site est utilisé pour les besoins des entreprises EDT et/ou ENGIE (ex GDF-Suez).

D'après l'inventaire BASIAS (inventaire historique des sites industriels et activités de service), sept sites industriels sont présents sur la commune de Soulac-sur-Mer :

- La Régie Municipale de l'Eau et de l'Assainissement.
- Etablissement « FOURRIER Béatrice » (ancienne station-service AVIA) dont l'activité est aujourd'hui terminée.
- Etablissement « C.D.M. » (ancienne station-service) dont l'activité est aujourd'hui terminée.
- Etablissement « Intermarché » (ancienne station-service Intermarché) dont l'activité est aujourd'hui terminée.
- Etablissement « MERLIN Guy » (ancienne station-service REPSOL) dont l'activité est aujourd'hui terminée.
- Etablissement « BATAILLY Edgard » (ancien site de déchets ménagers) dont l'activité est aujourd'hui terminée.
- Ancienne usine à gaz – Agence d'exploitation d'EDF/GDF dont l'activité est aujourd'hui terminée.



Carte 17 : Risques technologiques.

Le secteur visé par la création d'un emplacement réservé (parcelles AP n°147 et 148) est directement concerné par l'un des sites pollués avérés, en l'occurrence l'ancienne usine à Gaz (ENGIE).

L'emplacement réservé est délimité au niveau de l'emprise de cette ancienne usine, en lien avec un projet de création d'un équipement public (piscine).

La commune a engagé en 2022 des études dont les conclusions permettent d'envisager la réalisation de l'équipement public projeté. Un rapport en date du 16 janvier 2023 a ainsi été remis par le cabinet SEMOFI. Les études menées à ce jour mettent en évidence :

- Une bonne qualité des terrains naturels (sols > 1m de profondeur),
- La présence d'une source en HAP – qui sera traitée par ENGIE,
- La présence d'une source en cyanures – qui sera traitée par ENGIE,
- Des dépassements des valeurs d'acceptation en ISDI pour les HAP sur une partie des terrains superficiels au sud du terrain d'étude.

S'agissant d'un secteur d'information sur les sols, des investigations complémentaires s'imposeront pour permettre la réalisation du projet visé par l'emplacement réservé à créer.

A ce stade, si le diagnostic complémentaire à réaliser confirme les résultats connus, les mesures de gestion à mettre en place seront simples et ne nécessiteront pas la réalisation d'un plan de gestion.

C.1.4 Réseaux

C.1.4.1 Assainissement

La compétence assainissement est assurée en régie sur le territoire communal. C'est pourquoi la commune a engagé en 2017 la réalisation d'un diagnostic du système d'assainissement collectif aboutissant à la réalisation d'un schéma directeur du système d'assainissement des eaux usées.

D'après le rapport de présentation du PLU, le réseau d'assainissement collectif (de type essentiellement séparatif) dessert la majorité du centre-ville, et en périphérie, une partie du lotissement de la Grande Combe (secteurs Sud et Est), mais aussi les quartiers du Jeune Soulac et de la Douane, de Taffard, le lotissement de la Forêt (dans sa limite Sud) une partie des Cousteaux et de Lihan, et enfin le centre-bourg de l'Amélie.

Compte tenu de sa position comme station balnéaire présentant une structure importante, et au regard de l'aptitude des sols, la commune de Soulac-sur-Mer a décidé en 1998 d'étendre le réseau collectif à l'ensemble des secteurs habités ou habitables (sauf pour le lieu-dit Péchaud, où l'assainissement se fait par la filière autonome).

Le traitement des eaux usées est effectué à la station communale d'une capacité nominale de 24 000 EH et qui présentait une charge maximale en entrée de 18 063 EH en 2020. Considérant le contexte sanitaire de l'année 2020 et l'impact sur l'activité touristique des stations balnéaires comme Soulac-sur-Mer, il est important de regarder la charge maximale entrante observée en 2019, année probablement plus représentative de la situation réelle. Cette dernière atteignait 21 076 EH. Par conséquent, la station ne présente donc pas de surcharge et est jugée conforme en équipement et en performance. Construite en 1975, elle est composée de boues activées à aération prolongée et rejette les eaux traitées dans le réseau d'écluses qui rejoint l'estuaire de la Gironde.

C.1.4.2 Eaux pluviales

La commune de Soulac-sur-Mer ne dispose pas de schéma directeur de gestion des eaux pluviales selon le rapport de présentation du PLU. Elle exerce néanmoins la compétence assainissement pluvial. La gestion des eaux pluviales sur la commune se base notamment sur un quadrillage de fossés, passes et chenaux destinés à l'évacuation des eaux des bassins-versants amont. L'évacuation des eaux continentales repose sur des dispositifs hydrauliques : écluses, vannages, placés sur les chenaux.

Des préconisations spécifiques au regard de la gestion des eaux pluviales sont intégrées dans le règlement écrit du PLU en vigueur.

C.1.4.3 Eau potable

La gestion du réseau d'eau potable est assurée par la commune de Soulac-sur-Mer, la desserte, étant effectuée par le Syndicat de Production de la Pointe de Grave. L'alimentation en eau se fait à partir de 5 captages, dont 2 sont situés sur le territoire communal. Ces forages présentent des périmètres de protection immédiate.

Les forages présents sur la commune de Soulac-sur-Mer captent dans la nappe du Crétacé (Cénomanien), jugée non déficitaire dans le secteur Médoc-estuaire par le SAGE Nappes profondes de Gironde. Les 3 autres, présents sur la commune de Vensac (les forages G1, G2 et G4 ci-dessous), captent dans l'Eocène Médoc-Estuaire, nappe à l'équilibre. Les volumes de prélèvements autorisés sont résumés dans les tableaux ci-dessous, issus des arrêtés préfectoraux portant déclarations d'utilité publique :

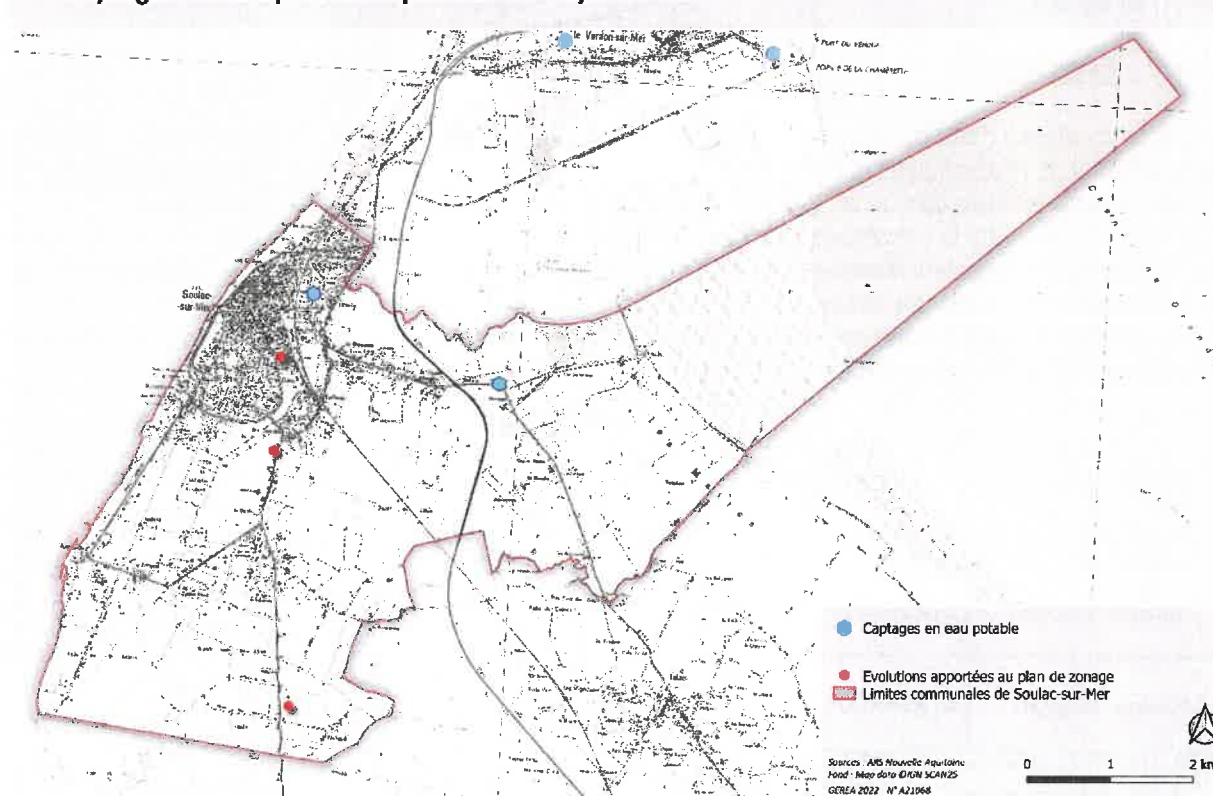
Nom du captage	Indice BSS	Débits maximum		Aquifère	Profondeur
		horaire	journalier		
forage "Dartial"	07294X0002/F	120 m ³ /h	2 300 m ³ /j	Crétacé (Cénomanien)	729 m
forage "Neyran"	07294X0012/F	120 m ³ /h	2 880 m ³ /j	Crétacé (Cénomanien)	680 m

Nom du captage	Unité de gestion SAGE Nappes profondes et Classement	Débits et volumes autorisés		
		(m ³ /h)	(m ³ /j)	(m ³ /an)
G1 TASTESOULE	EOCENE "Médoc estuaire" A l'équilibre	90	2 160	657 000
G2 LE DEHES		120	2 880	876 000

Nom du captage	Débits maximum autorisés		
	Horaire (m ³ /h)	Journalier (m ³ /j)	Annuel (m ³ /an)
L'ESTREMEYRE G4	150	3 300	657 000

La synthèse 2020 de qualité de l'eau sur la commune par l'ARS fait état d'une qualité conforme (100% des échantillons bactériologiques et physico-chimiques analysés sont conformes).

Captages en eau potable et périmètres de protection




Carte 18 : Périmètres de protection de captages AEP.

C.1.5 Nuisances

Aucune industrie émettrice d'odeurs particulières, comme le pourrait être une usine papetière par exemple, n'est recensée sur le territoire communal. Aucune nuisance lumineuse, ni aucune nuisance sonore issue des infrastructures de transports terrestres n'est portée à connaissance.

C.1.6 Analyse approfondie de l'état initial de l'environnement au droit du site de projet d'extension du centre de tir

Les parcelles OD 699 et 700 vouées à être aménagées dans le cadre de l'extension du centre de tir ont fait l'objet d'une expertise naturaliste faune-flore-habitats-zones humides le 7 mars 2022, réalisée par Stephen LEROY chargé d'affaires botaniste et Gérald DUPUY, chargé d'études et référent faune, tous deux salariés permanents du GERE.

Soulac-sur-Mer – Extension du centre de tir	
	
Inventaire et protection du patrimoine naturel, des sites et paysages et du patrimoine culturel : A l'exception du Parc Naturel Régional du Médoc qui concerne toute la commune, le site est éloigné de toute zone d'inventaire ou de protection du patrimoine naturel, des sites et paysages ainsi que du patrimoine culturel.	
Trame verte et bleue : Le site d'étude est localisé au sein du réservoir de biodiversité régional des boisements de conifères et milieux associés (massif des Landes de Gascogne). Aucune trame verte et bleue locale n'a été identifiée et le site n'est localisé au sein d'aucune enveloppe de zone humide identifiée dans la bibliographie.	
Description simplifiée : Le site d'étude correspond à des secteurs de pinèdes ou de futaies mixtes.	
Enjeux faune-flore-habitats-zones humides avérés :	
Faune	Les mammifères : - Des indices de présence de trois espèces communes et non protégées ont été observés : la Taupe d'Europe, le Chevreuil européen et le Sanglier ; - Deux arbres comportant des caractéristiques (trous de pics, fissures, écorces décollées) favorables à l'accueil des chauves-souris ont été repérés en limite extérieure du site.

Soulac-sur-Mer – Extension du centre de tir	
	<p><u>L'avifaune :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucune espèce d'oiseau d'intérêt communautaire n'a été observée. Le site ne semble pas favorable à l'accueil de la Fauvette pitchou (oiseau à fort enjeu) ; - Douze espèces communes, non menacées, dont neuf protégées ont été observées sur le site. <p><u>L'herpétofaune :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucun amphibien n'a été observé sur le site. Le site ne présente pas d'atout particulier pour leur reproduction ; - Aucun reptile n'a été observé sur le site. <p><u>Les odonates :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucune espèce observée, la période de prospection n'est pas adaptée. Le site ne présente pas d'atout particulier pour l'accueil d'espèces patrimoniales de ce groupe. <p><u>Les papillons de jour :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucune espèce protégée, d'intérêt communautaire et/ou menacée n'a été observée. Le site ne semble pas favorable à l'accueil de papillons patrimoniaux, notamment pour le Fadet des laïches et le Damier de la Succise ; - Une espèce commune, ni protégée ni menacée, a été observée : le Tircis. <p><u>Les insectes saproxylophages :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Une espèce protégée et d'intérêt communautaire a été observée sous forme d'indices : le Grand Capricorne du chêne. En effet, 4 arbres présentant des indices de sa présence ont été recensés sur le site et 6 autres sont présents à proximité. <p><u>Les espèces exotiques envahissantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Un insecte exogène a été observé en limite de site : le Frelon asiatique.
Flore/Habitats	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune espèce végétale d'intérêt patrimonial (protégée, rare et/ou menacée) recensée en fin d'hiver. Flore très pauvre (seulement 13 espèces recensées sur le site ; même si la période n'est pas optimale la diversité floristique est très faible). Flore commune et non menacée, largement répandue. - Pas d'espèces exotiques envahissantes répertoriées. - Habitats principaux présents : <ul style="list-style-type: none"> • Partie sud du site, un perchis de pins maritimes au sous-bois résiduel : jeunes chênes dans chaque strate, Chêne vert et ajoncs dans la strate arbustive éparse, Lierre grimpant et Chèvrefeuille des bois en espèces formant la quasi-totalité de la strate herbacée pour un recouvrement de 10-15 % maximum ; • Partie nord du site, en arrière du stand de tir, futaie mixte de chênes pédonculés et de pins maritimes sur des strates arbustive (chênes pédonculés et verts, jeunes pins, Ajonc d'Europe) et herbacée (Lierre grimpant, Chèvrefeuille des bois surtout) peu recouvrantes, entre 5 et 30 % du sol. La bordure nord du site est plus clairsemée pour la strate arborée, permettant à celle arbustive de s'exprimer un peu plus. - Pas d'habitat d'intérêt communautaire et/ou à enjeu particulier de préservation.
Zone humide : critère pédologique	<ul style="list-style-type: none"> - Deux sondages ont été réalisés dans les pinèdes : les sols présents correspondent à des Podzosols meubles rédoxiques à partir de 70-80 cm de profondeur. Aucune nappe n'a été relevée pour les profondeurs atteintes (100 et 115 cm), les horizons sont seulement frais en profondeur. - Aucune zone humide pédologique n'a été recensée sur le site.

Soulac-sur-Mer – Extension du centre de tir

Zone humide :	- Aucune végétation caractéristique de zone humide selon l'arrêté.
critère botanique	- Aucun habitat dominé par la flore indicatrice de zone humide selon l'arrêté.

Occupation du sol



Occupation du sol.

Enjeux faune-flore-habitats-zones humides potentiels :

Faune

Les mammifères :


- Une espèce quasi-menacée mais non protégée est suspectée en limite du site, au niveau de la butte de tir : le Lapin de garenne ;

L'avifaune :

- Une espèce protégée et d'intérêt communautaire est suspectée au nord, dans la partie du boisement plus clairsemée : l'Engoulevent d'Europe.
- Site de reproduction pour les oiseaux « communs ».

L'herpétofaune :

- Une espèce bénéficiant d'une protection partielle (seuls les individus sont protégés) pourrait se retrouver en hibernation sur le site (fossé sec et ses abords à l'extrémité nord du site) : la Salamandre tachetée ;
- Habitat favorable pour deux espèces bénéficiant d'une protection intégrale (individus et leurs habitats) : le Lézard vert occidental et le Lézard des murailles.

Soulac-sur-Mer – Extension du centre de tir			
Flore/Habitats	<p><u>Les insectes saproxylophages :</u></p> <p>- Les arbres présentant des indices de présence du Grand Capricorne sont également favorables pour une espèce quasi-menacée en Europe mais non protégée : le Lucane cerf-volant.</p>		
	<p>Pas de potentialités particulières pour la flore patrimoniale locale, le site est floristiquement très pauvre.</p>		
Zone humide « potentielle »	Pédologique	Botanique	
<p>Espèces animales protégées et/ou menacées recensées et leurs habitats potentiels</p>  <p>Oiseaux : Habitats potentiels des oiseaux menacés : Engoulevent d'Europe</p> <p>Chauves-souris : Gîtes potentiels pour les chauves-souris</p> <p>Insectes : Les coléoptères saproxylophages bénéficiant d'une protection intégrale (individus + habitats): Grand capricorne</p> <p>Reptiles : Habitats potentiels des reptiles protégés (Lézard des murailles)</p> <p>Zone d'étude</p> <p>Rond : Map data ©2022 Google GEREA 2023 - N° A21063</p>			
Faune			
Sensibilité écologique globale (en l'état actuel des connaissances)	Faible (quasi-totalité du site)	Modéré (arbres à Grand Capricorne + secteur favorable à l'Engoulevent d'Europe)	Forte

Soulac-sur-Mer – Extension du centre de tir

Synthèse des enjeux naturalistes



Enjeux écologiques estimés (en l'état actuel des connaissances).

Commentaires :

La partie sud du site correspond à une plantation dense de pins maritimes d'âge moyen, sans véritable sous-bois développé. La partie nord du site est occupée par une futaie de pins maritimes et de chênes pédonculés, d'un âge plus avancé.

Pour la flore et les habitats, aucun enjeu avéré ou potentiel ne ressort.

Aucune zone humide botanique ou pédologique n'a été recensée et n'est probablement présente.

Pour la faune, les enjeux se limitent aux arbres à Grand Capricorne (avéré).

Risques naturels et technologiques

Risques naturels : Site potentiellement sujet aux inondations de caves

Risques technologiques : Site éloigné de tous établissements industriels identifiés.

Réseaux

Assainissement : Site d'étude en assainissement non collectif.

Eaux pluviales : Gestion des eaux pluviales à la parcelle (infiltration).

Soulac-sur-Mer – Extension du centre de tir	
Eau potable	Site d'étude non concerné par la présence d'un périmètre de protection associé aux captages en eau potable.
<p>Préconisation (s) :</p> <p>Les arbres à Grand capricorne recensés devront être conservés par le projet. Les aménagements nécessaires au projet devront être réalisés en dehors des périodes d'hivernation de la Salamandre tachetée et de nidification de l'Engoulevent d'Europe.</p>	

C.2 Auto-évaluation : évaluation des incidences du projet de modification sur l'environnement

Les chapitres ci-dessous évaluent, par thématique, conformément aux attendus de l'article R.104-34 du code de l'urbanisme, les incidences potentielles des évolutions proposées dans le cadre de la procédure de modification et tient lieu d'auto-évaluation.

L'évaluation des incidences réalisée ci-dessous a été conduite selon une réflexion en 3 temps :

- la procédure projetée a-t-elle une incidence sur la thématique considérée ?
- cette incidence est-elle notable sur la thématique considérée ?
- la somme des incidences sur l'ensemble des thématiques caractérise-t-elle une incidence notable ?

C.2.1 Modification du zonage 2AUd vers UD

Cette modification du plan de zonage concerne la parcelle AX11 située 37 route des Lacs, lieu-dit « Les Cousteaux Sud ». Elle a pour objet de se conformer à la décision du Tribunal Administratif de Bordeaux n°1900483-6 en date du 30/12/2020.

La décision est notamment motivée par les éléments suivants :

« Il ressort des pièces du dossier que la parcelle appartenant à M. et Mme Loubineau est située en bordure de la route départementale 101 et qu'à l'exception de celle-ci, de ce côté de la voie, toutes les parcelles sont classées en zone UD. Si la commune fait valoir que le classement en zone 2AU de cette parcelle se justifie en raison de sa vocation à constituer l'un des accès à la future zone d'extension urbaine de la Forêt depuis la route départementale, il ressort au contraire du document graphique correspondant au schéma d'aménagement du secteur du Quadrant sud figurant aux orientations d'aménagement et de programmation annexées au PLU que deux accès au futur lotissement depuis cette voie sont préconisés sur deux autres parcelles, la première étant classée en zone UD et la seconde étant grevée d'un emplacement réservé en vue d'accueillir à cet endroit l'accès à la voie de bouclage est-ouest. S'il est exact que les auteurs du PLU ont constaté, dans le rapport de présentation, une tendance à un développement linéaire sans épaisseur suscitant de nombreux débouchés particuliers sur la route départementale 101, il ressort toutefois du document graphique correspondant au schéma d'aménagement précité que la limitation de tels accès sur les voies structurantes a été reportée sur une partie de la route départementale 101 située bien plus au sud du secteur de la Forêt, et non sur la partie de cette voie bordant le terrain en litige. Enfin, il n'est pas contesté que le terrain de M. et Mme Loubineau est raccordé au réseau d'eau potable et au réseau public d'assainissement depuis 2004 et que le réseau électrique est préexistant. Dans ces conditions, M. et Mme Loubineau sont fondés à soutenir que le classement de leur terrain en zone 2AU est entaché d'erreur manifeste d'appréciation et que la décision implicite par laquelle le maire a refusé de faire droit à leur demande de mise en œuvre de la procédure de modification de ce zonage doit être annulée. »

La procédure de modification vise à se conformer avec une décision du Tribunal Administratif de Bordeaux. La parcelle concernée est actuellement boisée mais se situe déjà au sein d'un type de zone destinée à être urbanisée, et est déjà desservie par l'ensemble des réseaux (réseau d'eau potable, d'assainissement et électrique).

Au-delà de la décision de justice, considérant qu'il s'agit d'ores et déjà d'une parcelle identifiée en zone à urbaniser (2AUd), cette évolution apportée par la procédure de modification ne génère aucune incidence particulière sur l'environnement au regard du PLU en vigueur.

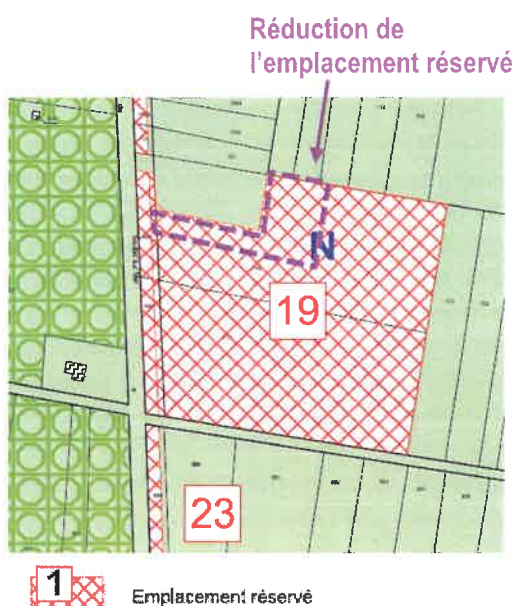
C.2.2 Réduction de l'emplacement réservé n°19

C.2.2.1 Objet de la modification et nature du projet

Le projet consiste en une réduction de l'emplacement réservé n°19, destiné à l'accueil d'une déchetterie, en vue de permettre l'extension du Centre de tir pour la création d'un pas de tir à 100 mètres. L'extension, demandée par la Gendarmerie Nationale, ne générera pas de nouvelle construction. Il s'agit d'éclaircir le boisement pour en faire une zone d'évolution et d'entraînement en milieu cloisonné.

Comme l'atteste le schéma fourni par le maître d'ouvrage ci-après, un défrichement total de la zone en jaune sera effectué, correspondant à une superficie défrichée d'environ 2 252 m², alors que la zone boisée centrale d'une surface de 1 088 m² sera conservée.

Une zone d'étude légèrement plus large a été établie dans le cadre de ce dossier de demande d'examen au cas par cas afin d'étudier le contexte environnemental dans lequel le projet s'inscrit (prospection naturaliste faune-flore-habitats-zones humides).



Carte 19 : Extrait du règlement graphique du PLU de Soulac-sur-Mer au niveau de l'Emplacement Réservé n°19 (à gauche) et schéma explicatif du projet fourni par le maître d'ouvrage (à droite)

C.2.2.2 Analyse des incidences

Thème	Evaluation des incidences
Biodiversité	<p>Les prospections naturalistes engagées ont révélé la présence d'enjeux faunistiques limités liés à la présence avérée d'insectes saproxylophages (Grand capricorne du chêne, espèce relativement commune dans le Sud-Ouest de la France bien qu'intégralement protégée et d'intérêt communautaire) et d'un habitat d'espèce <u>potentiel</u> pour l'Engoulevent d'Europe. Pour la flore et les habitats, aucun enjeu avéré ou potentiel ne ressort. Aucune zone humide botanique ou pédologique n'a été recensée. Dans le cadre de la présente procédure de modification il convient néanmoins d'analyser les incidences de la procédure en elle-même et non celles du projet. La procédure a pour objet la réduction d'un emplacement réservé (ER) initialement dédié à l'accueil d'une déchetterie afin de permettre l'extension du centre de tir existant. De fait, l'intégralité de l'ER délimité était vouée à être aménagée. Ainsi, aucune incidence négative supplémentaire n'est attendue sur le milieu naturel comparativement aux incidences générées par la présence actuelle de l'ER. Plus largement, au regard de la nature exacte du projet désormais visé, les incidences seront moindres dans la mesure où le projet d'extension du centre de tir implique un défrichement localisé et la conservation d'une partie du boisement (incluant les arbres à Grand capricorne).</p>
Consommation de l'espace	<p>Les incidences en termes de consommation de l'espace seront très limitées : si la surface totale du projet est d'environ 3 340 m², seuls 2 252 m² seront défrichés (conservation d'une surface boisée centrale de 1 088 m²). Au regard du projet envisagé (création seule d'un nouveau pas de tir), aucune construction nouvelle n'est envisagée ne générant pas d'imperméabilisation supplémentaire par rapport à l'existant. De plus, ceci est à mettre en perspective avec le fait qu'un emplacement réservé existant permettait l'aménagement intégral du secteur pour la création d'une déchetterie.</p>
Trame verte et bleue	<p>Le site étudié est localisé au sein du vaste réservoir de biodiversité du massif des Landes de Gascogne (boisements de conifères). L'occupation du sol est effectivement forestière au sein du site, mais l'est également aux alentours.</p> <p>Au regard de la faible superficie du site d'étude, le projet n'aura aucune incidence sur les continuités écologiques locales et régionales. De plus, l'incidence sera moindre que celui attendu par l'établissement d'une déchetterie, le site conservera un caractère boisé.</p>
Paysages et patrimoine	<p>L'extension du centre de tir modifiera très localement le paysage (ouverture du milieu) mais une partie du boisement sera conservée, ce qui limitera fortement les impacts paysagers. De plus, cette extension prend place derrière le bâtiment existant qui représente une barrière visuelle depuis la route et ne nécessitera pas la réalisation de nouvelles constructions. Le site est éloigné de tout patrimoine paysager identifié et n'aura donc aucune incidence sur celui-ci.</p>

Thème	Evaluation des incidences
Ressource en eau	La présente modification a pour objet l'extension du centre de tir existant via l'ajout d'un pas de tir à 100 m. Aucune incidence en matière d'augmentation des prélèvements d'eau ou de rejets d'eaux usées n'est attendue dans la mesure où l'activité est déjà existante et l'ajout de cet équipement ne devrait pas augmenter la fréquentation du centre (utilisation déjà effective du centre pour l'entraînement de la Gendarmerie nationale et le club de tir local). Ce nouvel équipement permettra uniquement la diversification des activités d'entraînement sur le site pour les usagers du centre.
Risques naturels et technologiques	Concernant les risques naturels, le site d'étude est potentiellement sujet aux inondations de caves. L'eau ne dépassant pas le niveau du terrain naturel dans ces secteurs, le projet n'est pas de nature à augmenter l'exposition à ce risque, considérant qui plus est le fait que le projet n'a pas vocation à ajouter de nouvelles constructions (pas d'augmentation de l'imperméabilisation du sol). Bien que la commune ne présente qu'un risque faible au feu de forêt selon l'Atlas départemental du risque incendie de forêt de Gironde, le site d'étude est localisé au sein d'un secteur boisé vulnérable aux incendies (boisements de conifères). Toutefois, s'agissant de l'extension d'une activité déjà existante et considérant que toutes les précautions vis-à-vis du risque feu de forêt seront prises et poursuivies par rapport à la situation pré-existante, le projet objet de la présente modification n'est pas de nature à augmenter l'exposition de la population à ce risque. Concernant les risques technologiques, aucun risque particulier n'a été identifié au sein du site d'étude.
Emissions de gaz à effet de serre	In fine, les incidences en termes d'émissions de gaz à effet de serre seront faibles au vu de la situation existante : il ne s'agit pas de la création d'une industrie polluante et les voies de desserte automobile sont déjà existantes. Au regard de la nature des aménagements envisagés, le projet ne devrait pas non plus générer d'augmentation du trafic routier local.

Ces évolutions apportées par la procédure de modification ne génèrent aucune incidence particulière sur l'environnement en comparaison avec la situation actuelle dans le PLU en vigueur, le site d'étude étant actuellement concerné par un emplacement réservé destiné à l'établissement d'une déchetterie. Les incidences seront même moindres dans le cadre du présent projet d'extension du centre de tir puisqu'une zone boisée incluant les arbres à Grand capricorne identifiés sera conservée.

C.2.3 Identification d'un emplacement réservé dédié à la création d'une piscine

La création de l'emplacement réservé sur les parcelles AP147 et AP148 s'opère sur un **ensemble urbanisé**, à l'angle du Boulevard Alsace Lorraine et de la Rue Olivier Guinet, classé en zone UAb du PLU. Les parcelles concernées sont largement artificialisées, avec plusieurs bâtiments et une cour traitée en enrobés.

Il est rappelé que les emplacements réservés sont des servitudes destinées à réserver du foncier en vue de la réalisation, notamment, d'une installation d'intérêt général à créer ou à modifier. En attendant la réalisation du projet, l'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude. En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement.

Thème	Evaluation des incidences
Biodiversité et trame verte et bleue	Compte tenu des caractéristiques propres à son occupation urbaine et à sa localisation à l'écart des espaces naturels sensibles ou supports de continuités écologiques, l'identification d'un emplacement réservé sur ce terrain n'induirait aucune incidence négative notable sur les milieux naturels ou la trame verte et bleue.
Consommation de l'espace	Le choix de retenir une parcelle déjà artificialisée pour l'accueil de l'équipement considéré permet d'éviter la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.
Paysages et patrimoine	La création d'une piscine municipale modifiera localement le paysage urbain. L'inscription de la parcelle à l'intérieur du périmètre du SPR implique un haut niveau d'exigence, s'agissant de la qualité architecturale et paysagère des aménagements futurs. Les incidences légales associées au classement en SPR permettent toutefois de garantir la prise en compte des enjeux patrimoniaux dans le cadre de la réalisation de l'opération à venir.
Ressource en eau	Le fonctionnement de l'équipement public induira nécessairement une augmentation de la consommation en eau potable, qui ne peut pas être estimée au stade de la création de la servitude concourant à la maîtrise du foncier nécessaire à l'opération. L'impact pourra être maîtrisé, notamment en poursuivant les démarches engagées pour améliorer la performance du réseau. Par ailleurs, le site sera naturellement raccordable aux réseaux, présents au droit du terrain.
Risques naturels et technologiques	Le terrain réservé est localisé à l'écart des principales zones de risque. En revanche, il s'agit d'un site pollué recensé comme secteur d'information sur les sols (SIS), pour lequel des mesures de réhabilitation sont indispensables avant tout changement d'affectation. La commune a déjà engagé les études. La réglementation en vigueur, imposant notamment la production d'une attestation dédiée lors de tout dépôt de permis de construire en SIS, permet d'éviter toute exposition des personnes aux risques liés à la pollution identifiée.
Emissions de gaz à effet de serre	Les incidences en termes d'émissions de gaz à effet de serre seront faibles. Au regard de sa localisation, le projet ne devrait pas non plus générer d'augmentation sensible du trafic routier local ; l'insertion du projet au cœur des espaces urbanisés permettant d'envisager une fréquentation par des modes de déplacement doux.

L'identification d'un nouvel emplacement réservé dédié à la création d'une piscine municipale n'est donc pas de nature à induire des incidences notables sur l'environnement.

D. CONCLUSION

La présente procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de Soulac-sur-Mer vise à rendre le règlement graphique plus cohérent, au regard des décisions rendues par la juridiction administrative et des besoins liés au fonctionnement des équipements et services publics.

Dans la mesure où la présente modification n'ouvre pas de nouvelles zones à l'urbanisation, elle ne fait pas évoluer la politique de gestion de l'espace et de maîtrise de l'étalement urbain portée par le PLU en vigueur. Les impacts directs de cette modification sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, ou en termes de déplacements sont donc non significatifs.

Elle vise à se conformer à une décision du Tribunal Administratif de Bordeaux sur une zone d'ores-et-déjà destinée à l'urbanisation ; à permettre la réalisation d'un projet au droit d'un secteur d'ores-et-déjà recouvert par un emplacement réservé et qui générera moins d'incidences que la réalisation du projet visé par cet emplacement réservé ; et à créer un nouvel emplacement réservé au droit de parcelles totalement artificialisées en cœur de bourg en vue de l'accueil d'un projet de piscine.

Compte-tenu de la nature des modifications apportées, de leur dimensionnement et de l'absence de contraintes environnementales fortes au droit des secteurs faisant l'objet des évolutions les plus significatives, il peut être estimé que la procédure de modification n°2 du PLU de Soulac-sur-Mer ne présente pas d'impacts significatifs sur l'environnement.

Ainsi, compte-tenu de la faible portée des évolutions générées par la présente procédure, une évaluation environnementale n'apparaît pas nécessaire.